

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

ERIC ZEMMOUR

EDITORIALISTE ET ECRIVAIN

MINEURS ISOLÉS : UNE NAÏVETÉ FRANÇAISE ?

TOUCHE
PAS A MON
POSTE !

L'USAGE DE PRODUITS STUPEFIANTS
POUR LA SANTÉ ET INTERDIT PAR LA LOI

C NEWS
20:09 DIRECT

CES MÉDIAS EN GUERRE CONTRE LE FRONT POPULAIRE

Des outrances des rédactions de Bolloré
à BFMTV, LCI ou même Radio France,
une partie des chaînes et des stations
cible la gauche et épargne l'extrême droite. P. 2

LES DÉLITS : COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

Bolloré A

D. RAOULT : "U

32 894 patients sont actuellement
hospitalisés en France



Contre le Nouveau Front populaire, la guerre des médias

LÉGISLATIVES Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, un cap a été franchi dans le traitement médiatique réservé à la gauche. La virulence des attaques se répand, couplée à une trop fréquente complaisance envers l'extrême droite.

Il a fallu plusieurs heures pour qu'ils s'en rendent compte. Dans la soirée du 10 juin, les principales formations de gauche annoncent la création du Nouveau Front populaire (NFP), une alliance inédite, destinée à vaincre l'extrême droite et à remporter les élections législatives anticipées. Mais, en direct, sur la plupart des chaînes d'information en continu, l'événement semble d'abord anecdotique.

Peu de temps d'antenne lui est alors consacré. En quelques jours, le NFP prend cependant de l'ampleur, rassemblant un périmètre jamais vu à gauche et suscitant l'espoir, et finit par se tailler une place sur les plateaux. Mais beaucoup de médias privés y voient l'ennemi à abattre.

La palme revient à CNews et Europe 1, propriétés du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré – qui lorgne désormais le Figaro – toujours prêtes à exalter le RN et à qualifier le NFP de « coalition du déshonneur ». Le programme de la gauche unie mènerait, selon elles, le pays « à la ruine ». « Les Français ont le sentiment, qui est sans doute vrai, que la FI est infréquentable, extrémiste, et que le RN, c'est autre chose, ce n'est pas un parti qu'ils qualifieraient d'extrême droite, si tant est qu'on puisse définir l'extrême droite », insiste Pascal Praud dans la nouvelle émission de Cyril Hanouna si bien nommée *On marche sur la tête*, sur Europe 1. « Cette fois-ci, s'il y a un front républicain, il est du côté du RN. Ils sont beaucoup plus républicains, beaucoup moins dangereux que leurs adversaires. Je trouve intéressant de voir, s'il y a un second tour entre cette gauche radicale et

ce bloc national, comment vont se prononcer les habitués donneurs de leçons, est-ce qu'ils vont faire barrage ou pas à la gauche antisémite ? » ajoute le journaliste Alexandre Devecchio, en charge du FigaroVox, dans *l'Heure des pros*, sur CNews. Et le directeur des rédactions du Figaro, Alexis Brézet, de cogner lui aussi, qualifiant sur Europe 1 le NFP d'« union avec des antisémites, des vrais ! des antiparlementaristes, des vrais ! des factieux, des vrais » !

« IL FAUT PARLER AUX ÉLECTEURS DE BARDELLA POUR QU'ILS NE SE DÉTOURNENT PAS DE BFM »

L'attaque est frontale, alors même que les chaînes du groupe Bolloré ont plusieurs fois été rappelées à l'ordre par l'Arcom pour leurs pratiques médiatiques, totalisant

44 mises en garde, mises en demeure et amendes depuis 2012. Mais BFMTV n'est pas en reste. L'antenne, en plein remaniement éditorial, a donné pour consigne à ses équipes de donner davantage la parole à des éditorialistes de droite et d'extrême droite, comme l'a révélé Mediapart. Une liste a même été envoyée. L'idée : « L'électeur de Bardella n'a pas envie d'entendre que son candidat est nul, qu'il n'a pas de programme ou qu'il est raciste. Il faut parler à ces gens-là pour qu'ils ne se détournent pas de BFM », résume une journaliste de la chaîne. Les responsables de gauche sont aussi souvent les cibles d'un ton insidieux ou suspicieux. Au lendemain d'un meeting de soutien au NFP, à Montreuil, le 17 juin, Olivier Faure (PS) était l'invité d'Apolline de Malherbe. Au sujet de la foule présente, la présentatrice demande : « Il n'y a pas quelque chose qui vous a frappé ? » Et de poursuivre : « Il n'y a pas du tout de drapeau français. Il y avait des drapeaux palestiniens, des drapeaux du Front populaire, des drapeaux de la France insoumise, mais il n'y avait aucun drapeau français. »

Manière d'exclure implicitement la gauche (qualifiée d'« anti-France » par ses adversaires) et ceux qui votent pour elle du champ républicain. Au menu du reste de ce face-à-face parfois proche du réquisitoire : l'antisémitisme supposé de la FI, prétexte principal à la



LIBERTÉ D'INFORMER UNE JOURNALISTE DE BLAST INTERPELLÉE

Une journaliste de Blast a été interpellée le 18 juin, alors qu'elle couvrait, dans le cadre d'une enquête sur les ventes d'armes en Israël, une manifestation au siège d'Exxelia Technologies, dans le 11^e arrondissement de Paris. L'entreprise, visée par une plainte pour complicité de crimes de guerre et homicides, est notamment « chargée

de fabriquer des puces intégrées dans les drones israéliens à destination de la Palestine », indique le parquet. Une enquête a été ouverte à l'encontre de la journaliste pour « des faits de participation à un groupement en vue de commettre des dégradations et dégradations volontaires en réunion » ; elle vise aussi six manifestants. Sa garde

à vue se prolongeait jeudi matin, après son refus de livrer son code de téléphone ainsi que son ADN à la police judiciaire. Reporters sans frontières « dénonce un risque d'atteinte au secret des sources », et Blast, qui a aussitôt exigé sa « libération immédiate », s'indigne de cette attaque « grave et injustifiable à la liberté d'informer ».



charge contre la gauche – juste avant les divisions internes et le chiffrage du programme. Un autre jour, sur LCI, une journaliste en plateau lance un sibyllin : « Vous vous rendez compte qu'avec le package proposé par le NFP, on en vient presque à se dire que ce que propose le RN, c'est moins coûteux que ce que propose la gauche ? », avant de reprendre le cliché éculé selon lequel ce sera la « dépense à gogo », sans se poser la question des différents modèles économiques mis en débat. L'économiste Michaël Zemmour lui répond que la gauche compte sur de nombreuses nouvelles recettes, tout comme il l'a fait sur France Info, où le journaliste a conclu l'échange en glissant : « Merci, Michaël Zemmour, économiste classé à gauche », comme pour prendre une distance. Pourquoi pas. À condition que les économistes de droite soient eux aussi qualifiés comme tels...

INTERRUPTIONS, CITATIONS PARTIELLES, PRÉSENTATION TRONQUÉE...

Certaines questions posées, jusque sur les antennes et sur les plateaux du service public – que le RN voue à la privatisation –, interpellent donc elles aussi tant la banalisation de l'extrême droite et la mise en accusation de la gauche se sont imposées. À différents degrés, un deux poids, deux mesures s'installe. Invité de France Info le 19 juin, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a pu l'expérimenter. Interruptions fréquentes, citations partielles des partenaires... jusqu'à la présentation tronquée des mesures du programme du NFP, en omettant des précisions clés pour leur compréhension. Ainsi, devant la question : « Est-ce que c'est bien 50 milliards d'euros de hausse d'impôts prévue dès cet été ? », le député sortant du Nord a été contraint de recadrer le présentateur : « Est-ce que tout simplement vous pourriez préciser que ces hausses d'impôts concernent le capital, c'est-à-dire les plus riches ? » La veille, la ministre de la Culture, Rachida Dati, invitée sur France Inter, affirmait que François

Un stupéfiant renversement s'opère : le RN est présenté comme respectable.

Hollande « fait campagne avec des antisémites », sans que les journalistes ne relèvent ou ne lui demandent d'étayer ses accusations. Mathias Reymond, président de l'observatoire des médias Acrimed, décrypte cette évolution : « Une barrière a été franchie, en commençant à laisser entendre que la FI est antisémite. » Un mouvement qui « s'est aggravé avec la dissolution, pour inciter les électeurs à ne pas aller vers la FI et le NFP. Alors que les accusations n'ont jamais été étayées nulle part, à aucun moment, par les défenseurs de cette thèse ».

Un stupéfiant renversement s'opère : le RN est présenté comme respectable et la gauche, non. « On n'étudie pas, de manière aussi rigoureuse, les candidatures du RN qui ont eu des positions clairement racistes, clairement antisémites, qui ont eu des condamnations », déplore Mathias Reymond. Une illustration ? Lorsque le chroniqueur Olivier Dartigolles, sur CNews, tente : « Pour éviter le deux poids, deux mesures, est-ce qu'on peut regarder certains profils de candidats RN ? », Pascal Praud embraye sans lui laisser la parole. Le président d'Acrimed alerte : « Ce qui me semble le plus effarant, c'est que les journalistes sortent de leur rôle de journalistes pour attaquer le NFP. »

Un mouvement favorisé par l'extrême concentration du secteur de la presse et la course à l'Audimat. « Il y a un combat politique, idéologique, mené par la plupart des médias et des éditorialistes qui ne se retrouvent pas du tout dans le programme de la gauche », poursuit Mathias Reymond. « Il y a un affrontement entre deux blocs, un de gauche et un d'extrême droite. Et les médias ont fait, pendant des années, à la fois le jeu du RN en privilégiant les thèmes qu'il met en avant et, de l'autre côté, critiqué et tapé de manière assez virulente sur la gauche de gauche. Ils ne peuvent plus défendre les seconds face aux premiers. » Avec une conséquence glaçante : « Le choix d'une partie des médias, c'est : tout, sauf le Nouveau Front populaire. » Tout, même le Rassemblement national. ■

JESSICA STEPHAN



Le naufrage

Cerné par les eaux de l'île de Sein, Emmanuel Macron s'échoue sur les rives de l'inconséquence. Lors de son déplacement, mardi, dans ce haut lieu de la Résistance, le chef de l'État s'est livré à l'un de ces apartés qu'il affectionne tant et qui disent tout de lui. Dans la hiérarchie des dangers qui guettent la France, l'ennemi électoral numéro un, selon lui, n'est pas le RN mais le Nouveau Front populaire. La cible prioritaire sur laquelle il concentre ses tirs en piochant, toute honte bue, dans les éléments de langage de l'extrême droite. Le programme du NFP ? « *Totalement immigrationniste, lâchet-il. Ils proposent d'abolir toutes les lois qui permettent de contrôler l'immigration.* » Face à une promeneuse, il actionne, cette fois, le levier transphobe : il y a « *des choses ubuesques (dans le programme du NFP), comme aller changer de sexe en mairie* ». Du Bardella dans le verbe et dans l'esprit.

Dans la hiérarchie des dangers, l'ennemi électoral numéro un, selon Macron, c'est la gauche.

Nous en sommes donc là. Acculé par la dynamique du NFP, ce président élu et réélu au nom du barrage à Marine Le Pen en devient le zélé porte-parole, après en avoir été le parfait marchepied. Une trahison de ses propres engagements. Mais aussi de tous ces électeurs de gauche, aujourd'hui diabolisés, qui ont eu le courage, eux, de voter « Macron », un mouchoir sur le nez. Cette stratégie du chef de l'État les insulte et ne peut que mettre, au final, du carburant dans un moteur RN déjà poussé à plein régime. « **Les masques tombent** », raillait le chef de l'État, la semaine passée. Le sien, surtout. Et l'on ne peut que constater avec désolation que son sauvetage électoral prime sur tout. Il est insupportable, quatre mois après l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon, de l'entendre renvoyer dos à dos un Front populaire héritier des combats républicains, antiracistes, pacifistes et sociaux, et le RN pétainiste et xénophobe. Ce cynisme intégral d'Emmanuel Macron entretient la confusion des mots et des idées. Il met à mal la parole politique autant qu'il crache sur l'histoire de notre pays. ■

Si l'extrême droite accède au pouvoir, peut-on dire que Vincent Bolloré, à la manière de Rupert Murdoch, aura gagné des élections auxquelles il ne s'est pas présenté ?

Depuis longtemps, l'union des droites est le projet de Vincent Bolloré, avec, d'un côté, les camps de l'extrême droite et, de l'autre, ce qu'il reste des « Républicains ». En 2022, il considérait Marine Le Pen comme une femme de gauche : son programme ne lui correspondait pas, et la marque Le Pen faisait encore peur. Aujourd'hui, les choses sont différentes. Jordan Bardella est jeune, photogénique, et porte un discours plus compatible avec ses intérêts financiers. Vincent Bolloré le met en avant et souhaite toucher le plus grand nombre, notamment en accordant un nouveau créneau quotidien à Cyril Hanouna sur Europe 1. Il tente un coup de poker, faisant le pari d'en finir avec toute illusion de pluralisme pour mener cette campagne tambour battant. Car, si Jordan Bardella gagne, plus rien ne lui résistera. Mais, si celui-ci n'obtient pas la majorité, des mesures seront prises contre Bolloré, notamment dans la reconduction des fréquences par l'Arcom. C'est un moment de basculement pour la République, y compris sur le plan médiatique.

Comment la concentration capitaliste des médias influence-t-elle les nouveaux modèles médiatiques ?

Dans l'histoire du journalisme, la concentration des médias a pu s'accompagner d'une amélioration du sort des journalistes et d'une plus grande liberté de la presse. Mais ce n'est pas le cas lorsque les industriels se servent des médias à des fins d'influence. Vincent Bolloré ne ressemble pas aux autres patrons de presse,

ni par la constitution de son groupe – essentiellement porté sur les médias –, ni par ses objectifs ouvertement politiques, marqués à l'extrême droite. À chaque fois qu'il arrive dans un média, il a pour objectifs économique et idéologique de se débarrasser de tous les journalistes qui pourraient lui résister, de créer une rédaction à flux tendus pour réaliser des économies, et il porte un objectif éditorial politique. Par ailleurs, il a la volonté de faire communiquer ses activités. Avec sa présence dans l'édition, il va lancer un auteur, lui assurer sa promotion dans ses journaux papier, puis sur Europe 1 et Canal Plus. Il met en place une circularité médiatique cohérente pour imposer un produit culturel.



ALEXIS LÉVRIER
Historien des médias

ENTRETIEN

La précarité structurelle de la presse favorise-t-elle cette concentration ?

Il est évident que Vincent Bolloré se sert de la fragilisation de la presse. Les difficultés du groupe Lagardère sont intimement liées à la crise du Covid, car il avait racheté stratégiquement des commerces dans les gares et aéroports, qui ont fermé. Vincent Bolloré a aussi profité de la fragilité de certains titres de Prisma Media pour les racheter. Il a sauté sur l'occasion de la crise conjoncturelle – la pandémie – et de la crise structurelle, celle du virage numérique que la presse hebdomadaire n'a pas su prendre.

Quelle est la part de responsabilité du monde politique dans cette « bollorisation » ?

Est-ce qu'ils ne se nourriraient pas réciproquement ?

Si l'extrême droite gagne dans quinze jours avec l'empire Bolloré, l'histoire sera impitoyable avec ceux qui auront favorisé cette victoire. D'abord, « les Républicains », qui cherchent à mettre à bas la loi Létard de 1986 contre la concentration des médias et pour un pluralisme en leur sein. Ensuite, l'État, qui au début des années 2000, a donné une chaîne de la TNT à Vincent Bolloré. Enfin, la Macronie. Emmanuel Macron a mis en place, dès 2016, une stratégie pour séduire l'extrême droite par médias interposés. Il a choisi de flatter le camp le plus opposé idéologiquement au sien, pour imposer l'idée d'un duel entre lui et l'extrême droite. Ce jeu de séduction imite Mitterrand. En cas de victoire, Emmanuel Macron ne restera dans les livres que pour cette raison : il sera l'homme qui aura permis l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Son narcissisme et la solitude du pouvoir l'ont privé de toute lucidité.

Que peut craindre la presse d'une éventuelle victoire de l'extrême droite ?

Ce qui se rapproche le plus de ce que pourrait être le RN au pouvoir, c'est ce que font Giorgia Meloni en Italie ou Viktor Orban en Hongrie. L'extrême droite crie toujours à la censure avant d'arriver au pouvoir, mais une fois qu'elle y est, elle met réellement un terme à la liberté d'expression. C'est la fin des aides à la presse, par exemple. Du côté de l'audiovisuel public, la Macronie a aussi préparé le terrain. La redevance était un lien direct entre les Français et l'audiovisuel public, et ils l'ont supprimée et remplacée temporairement par une ponction sur la TVA. Mais ça ne sera plus possible à partir de 2025 et, avec la dissolution, ils n'ont pas eu le temps de trouver une autre solution. En outre, ce projet de fusion serait un cadeau immense à l'extrême droite : l'audiovisuel public aura un patron unique pour répondre au pouvoir. Si l'extrême droite souhaite aujourd'hui privatiser l'audiovisuel public, elle va très vite se rendre compte qu'elle a tout intérêt à le garder pour en faire un outil de propagande. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR HONORINE LETARD



Selon Alexis Lévrier, « l'homme d'affaires ne ressemble pas aux autres patrons de presse, ni par la constitution de son groupe, ni par ses objectifs ouvertement politiques, marqués à l'extrême droite ». KARIM DAHER/HANS LUCAS

Pour un front commun des médias contre l'extrême droite

Jamais depuis la Libération l'extrême droite, en France, ne s'est trouvée si près de la victoire. Elle porte un projet de démolition sociale, de repli chauvin, de discrimination raciste, sexiste, homophobe, de guerre aux minorités, de basculement liberticide et de régression écologique.

Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, elle a fait des médias un terrain privilégié, avec la prise de contrôle de titres, de chaînes de télévision, de radios par des milliardaires au service de son projet. Par ce maillage, elle impose dans le débat public ses fausses nouvelles et ses obsessions contraires aux droits fondamentaux. Le Rassemblement national annonce déjà la couleur pour l'audiovisuel public, voué, s'il l'emportait, à la privatisation.

La liberté de la presse est dans sa ligne de mire. Partout en Europe, dans le monde, où l'extrême droite gouverne, celle-ci est violemment attaquée : interdiction de publication, destruction du secret des sources, multiplication des procédures-bâillons, censure, pressions et intimidations, assèchement des aides publiques à la presse. En France, le terrain en a malheureusement été méthodiquement préparé par l'exécutif sous la présidence d'Emmanuel Macron, qui n'a eu de cesse de restreindre les protections et les droits des journalistes, par les atteintes au secret des sources et la primauté du secret des affaires, la loi sur

l'Humanité
Mediapart
Reporterre
Politis
Bondy Blog
Street Press
Regards
Là-bas si j'y suis
Acrimed
Afrique XXI
à l'intersection
Alternative libertaire
Alternatives
économiques
AOC
Arrêt sur images
Au poste
Basta!
Blast
Boukan
Citizen Jazz
Climax
Contretemps
Court Circuit
CQFD
Disclose
En attendant Nadeau
Espèces
Fonds pour
une presse libre
Frictions
Ghett'up
Grand Format
Histoirecoloniale.net
iHH™ Magazine
Inf'OGM
IPNS, journal
du plateau de
Millevaches
l'Âge de faire
l'Alterpresse68
l'Empaillé
l'Œil d'Olivier
la Clé des ondes
la Déferlante
la Lettre de l'audiovisuel
la Marseillaise
la Messagère libérée
la Revue dessinée
la revue Pays
la Scène
le Ch'ni
le Courrier
des Balkans
le Crestois
le Média TV
le Mouais
le Peuple breton
le Poulpe
les Autres Possibles
les Jours
les Lettres françaises
Lokko
Medfeminiswiya
Médianes
Natura Sciences
Orient XXI
Paris Lights Up
Paris Tonkar™
International
Podcastine
QG Média
Radio Parleur
Rapports de force
Reflets.info
Rembobine
Revue Ballast
Revue Europe
SDJ d'Epsilon
SDJ France 3
Rédaction nationale
SDJ de Konbini
Siné Mensuel
Spectre podcasts
Splann!
Témoins, le magazine
du SNJ-CGT
Théâtre/Public
Théâtre(s)
Ubu - Scènes d'Europe
Voxeurop
Youpres
le Zéphyr
15-38 Méditerranée

la sécurité globale, la fusion programmée de l'audiovisuel public et le laisser-faire en matière de concentration capitaliste des médias aux mains de grands industriels, au détriment du pluralisme et de l'indépendance.

Le combat contre l'extrême droite et son projet est au cœur de nos engagements éditoriaux. Dans notre diversité, nous entendons prendre toute notre part à l'indispensable rassemblement politique, social, populaire, au service de la justice sociale et écologique, de l'émancipation humaine et de l'extension des droits et libertés pour lui barrer la route du pouvoir. L'enjeu est de préserver la possibilité même d'une presse indépendante du pouvoir politique, pluraliste, avec des journalistes exerçant leur métier en toute liberté. Sans presse libre, pas de démocratie.

C'est pourquoi nous appelons, par nos initiatives éditoriales, et sans jamais renoncer à notre regard critique, à soutenir la mobilisation sociale et citoyenne en cours, qui fait écho à la dynamique antifasciste du Front populaire de 1936 dans sa capacité à déborder les cadres partisans. Nous considérons qu'elle seule est à même d'empêcher le RN d'accéder au pouvoir, le 7 juillet. La lutte contre l'extrême droite nous requiert tous et toutes, et nous, en premier lieu, comme acteurs de la société civile. ■

série
en partenariat
avec la

20 ans
Fondatio
Gabriel
Péri



Manifestation du Rassemblement populaire à la Bastille, à Paris, le 14 juillet 1935. KEYSTONE FRANCE/GAMMA RAPHO/GETTY IMAGES

Du pacte d'action à la délégation commune

Ce n'est pas Léon Blum qui, en 1934, avança le mot d'ordre de Front populaire, mais Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti communiste. D'abord une ligne de conduite, il devient un mouvement social et une expérience gouvernementale.

Au départ, l'évolution est rapide puisque, le 27 juillet 1934, est signé un pacte d'unité d'action antifasciste entre le Parti communiste français (PCF) et la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, socialiste). Trois mois avant, les deux partis restaient profondément opposés, comme ils l'avaient été depuis la scission de 1920. Pourtant, après le 12 février, dans les deux partis des forces favorables au rapprochement se font sentir, des initiatives à la base, notamment dans les comités de vigilance antifascistes, se multiplient. Au

sein de la SFIO, une minorité est favorable à l'action commune avec le PCF. Du côté de celui-ci, le débat prend une forme particulière puisqu'un des leaders du parti, Jacques Doriot, mène au nom de l'unité avec les socialistes une campagne contre la direction du parti et l'Internationale communiste. Celle-ci, dirigée désormais par Georges Dimitrov, appelle à Moscou les leaders du PCF pour dénouer la crise, seul Thorez s'y rend.

L'ACCORD ENTRE LA SFIO ET LE PCF

Son arrivée coïncide avec un infléchissement de la ligne du mouvement communiste international qui met désormais en

HISTOIRE

avant l'urgence de l'action commune avec les socialistes. Les dirigeants de l'Internationale avaient récusé cette démarche lorsque, après l'arrivée de Hitler au pouvoir, en 1933, les communistes français l'avaient préconisée. Ce retournement, qu'on ne peut isoler de la nouvelle diplomatie soviétique, marquée par un rapprochement avec la France, est très vite pris en charge par le PCF. De différentes manières, le PCF s'adresse aux socialistes dès la fin du mois de mai 1934 pour leur proposer des actions communes, notamment autour de la défense des antifascistes allemands. Une conférence nationale du parti, réunie fin juin, modifie

substantiellement l'analyse du PCF sur la démocratie et sur la nation, considérées désormais comme des réalités politiques à disputer et à défendre contre la réaction fasciste. Elle se termine par un vibrant appel à l'unité d'action anti-fasciste. Le 27 juillet 1934, un pacte d'unité d'action est signé entre les deux partis après un mois de discussions et de négociations ponctué par de nombreux meetings qui attestent d'un véritable engouement populaire en faveur de leur rapprochement. Si le Parti communiste a renoncé à faire figurer la grève comme moyen d'action privilégié et à cesser les polémiques, la SFIO accepte la formule de défense des libertés démocratiques plutôt que celle de la démocratie en tant que telle.

L'ALLIANCE AVEC LE PARTI RADICAL

Les deux partis passent pour la première fois des accords de désistement à l'occasion des élections cantonales, début octobre 1934, qui voient la droite progresser mais également les deux partis de gauche. C'est à ce moment que, dans les colonnes de l'Humanité et dans les meetings, Maurice Thorez avance le mot d'ordre de « Front populaire antifasciste pour le pain, la paix et la liberté ». Si, jusqu'à présent, l'Internationale communiste a accompagné et soutenu les initiatives de front unique, il n'en va pas de même face à cette initiative qui s'adresse au Parti radical, pivot de la vie politique française alors au gouvernement avec la droite. Le projet pouvait paraître risqué eu égard au rapport de force à gauche. Il suscita les réserves de l'Internationale attestées par une démarche du communiste italien Togliatti pour dissuader Maurice Thorez de faire une déclaration publique qui officialisait le monde d'ordre, en vain. La SFIO accueillit avec réserve cette proposition surprenante, mais elle trouva un écho parmi le mouvement syndical et les comités antifascistes.

Après quelques mois, la perspective des élections municipales relance la dynamique unitaire qui, grâce aux désistements mutuels entre les trois partis de gauche, se traduit par une avancée électorale et la conquête de nombreuses municipalités, en particulier dans la banlieue parisienne. Dans le prolongement de ces résultats, une délégation commune des partis de gauche à la Chambre des députés se constitue, tandis que dans tout le pays, le 14 juillet 1935 est l'occasion de grandes manifestations communes. Sous la bannière du Rassemblement populaire, les manifestants prêtent le serment de lutter contre les ligues fascistes et de défendre la République. Ces démonstrations monstres, auxquelles se sont associés les syndicats et de nombreuses associations, scellent une alliance qui va se traduire, quelques mois plus tard, par l'élaboration d'un programme commun électoral en vue des élections législatives d'avril-mai 1936. ■

SERGE WOLIKOW
HISTORIEN

Auteur de 1936. *Le monde du Front populaire*, le Cherche-Midi, 2016.

Des voix pour le Nouveau Front populaire

“

Le RN, ennemi de l'Afrique et des panafricanistes

COLLECTIF

En choisissant de dissoudre l'Assemblée nationale après sa défaite aux élections européennes, Emmanuel Macron a fait de l'arrivée de l'extrême droite à Matignon non pas une hypothèse pour le printemps 2027, mais un sérieux risque pour le début de l'été 2024. À l'instar d'une frange de la population française qui estime que le moment de « tester » les recettes du Rassemblement national (RN) est arrivé, certains militants « panafricanistes » ethnocentristes proclament que cet événement est de nature à renouveler les relations entre la France et l'Afrique. Il faut méconnaître la nature, l'histoire et l'idéologie de l'extrême droite européenne pour abonder dans ce sens. Le socle idéologique de l'extrême droite a évolué. À la hiérarchie raciale et

l'antisémitisme s'ajoutent l'islamophobie, la théorie du « grand remplacement », la « guerre des civilisations », etc. Le RN de Marine Le Pen et Jordan Bardella est l'héritier des organisations et des groupes paramilitaires qui s'opposaient aux mouvements nationalistes africains – ceux qui ont soutenu le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Les aventures coloniales et les luttes des peuples africains pour les indépendances nourrissent son idéologie. Des membres de l'OAS, Occident et Ordre nouveau, que l'on retrouvera plus tard dans l'encadrement et le service d'ordre du Front national-Rassemblement national, ont été mercenaires au Biafra, au Katanga, aux Comores... Vincent Bolloré, qui règne sur un empire

Marine Le Pen est porteuse d'une idéologie xénophobe et raciste.

médiatique où les thèses d'extrême droite occupent en permanence les antennes, doit sa puissance au continent africain, notamment aux « débris du capitalisme colonial français » sur lesquels il a fait main basse au début des années 1980.

La dynastie Le Pen fait de l'Afrique et de certains de ses chefs d'État des sources de financement. Marine Le Pen, tout en critiquant la Françafrique, y cultive des réseaux. En 2017, elle a été reçue par feu l'autocrate Idriss Déby. En janvier 2023, elle est allée au Sénégal pour y rencontrer un Macky Sall en pleine dérive dictatoriale. Comme en France, madame Le Pen signale à gauche mais tourne toujours à l'extrême droite. Elle promet des ruptures en matière de politique africaine de la France, tout en votant pour le maintien des instruments de la politique impérialiste française (opérations militaires, franc CFA/Eco, francophonie franco-centrée...). Elle veut bloquer les

transferts d'argent des travailleurs immigrés à leur famille. En 2022, elle a obtenu d'Emmanuel Macron l'interruption de l'aide publique au développement au Mali. Les progressistes africains doivent déconstruire le discours de l'extrême droite. Le Rassemblement national est porteur d'une idéologie décliniste, ultralibérale, xénophobe, raciste et violente. Il ne renoncera pas à la politique de puissance de la France en Afrique. Les panafricanistes de gauche seront des cibles privilégiées d'une guerre renouvelée contre les aspirations de souveraineté des sociétés et de la jeunesse africaine. ■

Signataires : Oumar Dia, Pastef, Sénégal, Michel Gbagbo, député, Côte d'Ivoire, Mohamed Lamine Ly, Dooleel PIT-Sénégal, Salomé Meiers-Naem, militante panafricaniste, Côte d'Ivoire, Mouhamed Abdallah Ly, Pastef, Sénégal, Issa N'Diaye, Forum civique, Mali, Félix Atchadé, collectif Afrique PCF.

“

LGBTI, soyons fier·e·s

COLLECTIF LES INVERTI·E·S

Nous, organisations, personnalités et militant·es LGBTI, appelons à faire barrage à l'extrême droite et à sanctionner le gouvernement aux élections législatives du 30 juin et du 7 juillet en votant pour les candidat·e·s du Nouveau Front populaire. Avec près de 40 % de vote en faveur des listes du Rassemblement national et de Reconquête !, l'extrême droite a réalisé un score historique aux élections européennes du 9 juin. Face à ce cataclysme, Emmanuel Macron a choisi de dissoudre l'Assemblée nationale. Après avoir placé dans son gouvernement des ministres issu·e·s de la Manif pour tous, amené la casse sociale à un niveau jamais vu, promulgué des lois racistes et laissé passer des propositions transphobes, le président déroule désormais le tapis rouge à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, à la régression de nos droits et à la répression

des étranger·e·s, des musulman·e·s, des femmes et des LGBTI. L'extrême droite n'a jamais été et ne sera jamais l'alliée des LGBTI. De la dépénalisation de l'homosexualité au mariage pour tou·te·s, en passant par le pacs ou la PMA, elle s'est toujours opposée à l'avancée de nos droits. Partout en Europe elle s'est révélée un danger pour nos communautés, ces dernières années, nous considérant comme des terroristes en Russie, instaurant des zones sans LGBTI en Pologne, interrompant les subventions à nos associations en Hongrie ou en voulant modifier les actes de naissance des familles homoparentales en Italie. Voilà ce qui peut nous attendre en France avec un gouvernement d'extrême droite. Déjà aujourd'hui, après s'être opposés à la constitutionnalisation de l'avortement, le RN et Reconquête ! mènent un combat contre nos communautés en

Partout en Europe, l'extrême droite s'est révélée un danger pour nos communautés.

votant des lois transphobes, en voulant supprimer les subventions aux associations telles que le Planning familial ou en déclenchant des polémiques contre les lectures drags pour les enfants. Passé l'effet de sidération, il est temps de reprendre le combat et il ne pourra pas se mener seul·e·s face au danger du fascisme. Les LGBTI ont toujours su lutter, quelles que soient les conditions dans lesquelles nous nous trouvons. Du bûcher aux camps en passant par la répression policière, nous nous sommes à chaque fois relevé·e·s. Si nous pouvons avoir des désaccords, nous sommes aussi conscient·e·s que le risque de voir un gouvernement d'extrême droite nous appelle à la responsabilité. Car, si on sait quand elle arrive au pouvoir, on ne sait jamais quand l'extrême droite le quitte. Ces élections législatives auront des effets concrets et directs sur nos vies, et nous appelons donc les LGBTI à construire le Nouveau Front populaire avec l'ensemble des forces

partisanes, syndicales et associatives des mouvements sociaux, féministes, antiracistes et écologistes. Ce mois des fiertés sera aussi celui de la lutte contre l'extrême droite et nos marches des fiertés seront également celles de l'antifascisme. Face à l'extrême droite, arrêtons d'être des cibles et passons à l'offensive ! ■

Parmi les signataires : Aloïse Sauvage, chanteuse, Catherine Corsini, réalisatrice, Claire Burger, cinéaste, Fatima Daas, autrice, Félix Maritaud, acteur, Kalika, artiste chanteuse, Lou Trotignon, humoriste trans, Océan, réalisateur et comédien, Paloma (Hugo Bardin), gagnante de Drag Race France, saison 1, Paul B. Preciado, philosophe, Andy Kerbrat, ancien député FI, Sara Forever (Matthieu Barbin), drag queen, Tahnee, humoriste, Virginie Despentes, auteur, Vulves assassines, musiciennes...

Retrouvez la liste complète des 377 signataires sur humanite.fr.

« Le fascisme et l'homme ne peuvent coexister. Quand le fascisme est vainqueur, l'homme cesse d'exister. » **Vassili Grossman**

LA FEMME DU JOUR



Narges Mohammadi

En Iran, l'une des figures du mouvement « Femme, Vie, Liberté », la journaliste de 52 ans Narges Mohammadi, a été de nouveau condamnée, mardi, pour « propagande contre l'État ». Le verdict rendu par le tribunal révolutionnaire de Téhéran : un an de prison. Incarcérée depuis novembre 2021, la militante iranienne pour les droits des femmes et lauréate du prix Nobel de la paix 2023 était jugée pour des propos tenus dans un message audio. Depuis sa prison, elle avait incité les électeurs à boycotter les législatives tenues en mars et dénoncé une « guerre à grande échelle contre les femmes » menée dans la République islamique. Depuis vingt-cinq ans, Narges Mohammadi, qui milite contre l'obligation de porter le voile, imposée depuis l'instauration de la révolution islamique en 1979, a été maintes fois condamnée pour son activisme. ■

VADIM KAMENKA

! C'EST UN SCANDALE

Droits de l'homme en Argentine

Alors que Macron envisage de recevoir le président Javier Milei à l'Élysée, le haut-commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU a critiqué les récentes décisions du gouvernement d'extrême droite argentin qui menaceraient la protection des droits de l'homme. Volker Türk a notamment pointé du doigt les réductions des dépenses publiques qui touchent les classes les plus populaires ou encore la fermeture annoncée d'institutions dédiées aux droits des femmes. « J'exhorte les autorités à placer les droits de l'homme au centre de leur politique; cela implique également le plein respect du droit de réunion pacifique et de la liberté d'expression », a déclaré Volker Türk. Une allusion à la brutale répression subie la semaine dernière à Buenos Aires par des manifestants opposés aux réformes libérales de Milei.

L'œil de Jul

KIM JONG-UN SIGNE UN ACCORD AVEC POUTINE



LA BONNE NOUVELLE Le président Lula soigne la forêt amazonienne

En annonçant, le 17 juin à Brasilia, son « Plan Amazone : sécurité et souveraineté », Lula honore l'une de ses promesses de campagne afin de combattre les organisations criminelles qui contribuent à la déforestation. Le plan prévoit 318 millions de reais (54,6 millions d'euros) pour renforcer la sécurité dans ce territoire de 6,3 millions de kilomètres carrés, dont 60 % se trouvent au Brésil. Le président brésilien l'assure : « Jamais dans l'histoire du Brésil on n'a pensé à prendre une mesure aussi

extraordinaire pour s'occuper de la forêt amazonienne. » Mais il alerte : « S'il faut encore un an, nous terminerons le mandat sans avoir mis le plan en pratique. » Même si la déforestation a été réduite de moitié l'année dernière, il reste beaucoup à faire, d'autant que son prédécesseur, Jair Bolsonaro, a incité des multinationales à la destruction de la plus grande forêt tropicale de la planète et a fermé les yeux sur la déforestation illégale. Lula a promis de mettre fin à cette dernière d'ici à 2030. ■

MATTHIAS CHASSAGNETTE

★ L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Législatives 2024 (1) Qui est le ou la candidate du Nouveau Front populaire (NFP) dans votre circonscription ? Ne cherchez plus : l'Humanité publie sur son site la liste intégrale des candidats NFP, département par département, circonscription par circonscription.

Législatives 2024 (2) La CGT, seul syndicat de police à alerter sur les risques de l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, revendique son soutien au programme du Nouveau Front populaire. « Nous sommes en total désaccord avec l'une des mesures phares du RN, la "préférence nationale", que nous estimons très dangereuse », déclare Anthony Caillé, secrétaire général de la CGT Police-Intérieur dans un entretien à retrouver sur notre site.

LE BILLET
DE MAURICE
ULRICH

À l'île de Sein

Donc, Emmanuel Macron a choisi l'île de Sein, l'un des hauts lieux de la Résistance, pour fustiger la gauche avec des caricatures outrancières. Outre son programme économique, présenté comme une catastrophe – pensez donc, elle rétablirait l'ISF –, il suffirait avec elle d'entrer dans une mairie pour changer de sexe. En plus de cela, elle serait « immigrationniste ». En d'autres termes, à deux doigts d'organiser « le grand remplacement ». Sauf erreur c'est le même Emmanuel Macron qui épouse ici les thèses du RN et qui saluait il y a peu l'entrée au Panthéon de Mélinée et Missak Manouchian avec leurs camarades « étrangers et nos frères pourtant ». La veille, le *Parisien*, proche du président, évoquant dans l'éditorial les programmes du Nouveau Front populaire et du Rassemblement national, donnait deux pages à Jordan Bardella. Il y déclarait : « Pour gouverner j'ai besoin d'une majorité absolue. » Peut-être pas. Avec l'aide du président, qui semble en avoir fait le choix, une cohabitation bien consentie pourrait faire l'affaire. ■

BONNET D'ÂNE

Une prison en Antarctique ?

Dans un entretien de la revue *The New Yorker*, le président de l'Équateur, Daniel Noboa, a évoqué la possibilité de construire une nouvelle prison... en Antarctique ! Après avoir déclaré son pays « en guerre » contre les cartels de la drogue et annoncé la construction d'une giga-prison à 52 millions de dollars, l'ex-homme d'affaires au pouvoir depuis novembre 2023 continue sa fuite en avant tout-sécuritaire avec des projets aussi farfelus qu'inefficaces. S'il est vrai que le pays sud-américain est en proie à une crise sécuritaire sans précédent, il refuse toutefois de s'attaquer à la racine du problème : le démantèlement de l'État orchestré par les gouvernements conservateurs au pouvoir depuis 2017. Et profite du contexte pour accentuer les mesures libérales suggérées par le Fonds monétaire international.



Le président de la République, le 18 juin, sur l'île de Sein (Finistère).
CHRISTOPHE ENA / POOL/REUTERS

Pour torpiller la gauche, Macron plagie le RN

ÉLECTIONS Sentant la défaite poindre, le chef de l'État s'est attaqué au Nouveau Front populaire avec les mots de l'extrême droite. Il fustige un projet « immigrationniste » et se vautre même dans la transphobie, suscitant l'ire des partis et des associations progressistes.

Affirmer lutter contre l'extrême droite et avoir ses mots plein la bouche. Chez Emmanuel Macron, ce n'est pas une maladresse, mais une stratégie de triangulation maintes fois éprouvée. Une tactique à nouveau mise en œuvre, ce mardi, lors d'un déplacement sur l'île de Sein (Finistère) pour les commémorations de l'appel du 18 juin 1940. Dos au mur depuis qu'il a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, le chef de l'État s'en est pris à l'union de la gauche, dont il craint la dynamique devant l'inéluctable débâcle de son camp. Devant une poignée de badauds bretons et surtout une caméra de BFMTV, il a fustigé le Nouveau Front populaire (NFP), qualifié d'« *extrême gauche* », et son programme, jugé « *immigrationniste* ». Du Marine Le Pen dans le texte.

Mais le président de la République ne s'est pas arrêté en si mauvais chemin dans sa reprise du vocable d'extrême droite pour commenter le projet de la gauche, dans lequel il dit trouver « *des choses ubuesques comme aller changer de sexe en mairie* ». Et ce, alors que le document du NFP

propose d'« *autoriser le changement d'état civil libre et gratuit devant un officier d'état civil* ». Changement de genre et non de sexe, donc. Pour parfaire le triste tableau, l'hôte de l'Élysée a ajouté qu'« *à l'extrême gauche, il n'y a plus de laïcité* ». Une façon très sarkozyste d'incarner le front républicain – qu'il a lui-même torpillé – en allant sur le terrain de l'ennemi qu'on est censé combattre.

DES MINORITÉS PRISES POUR CIBLE

Devant sa défaite annoncée, Emmanuel Macron ne renonce donc à aucune outrance, y compris transphobe, pour tenter de combler son retard. De quoi provoquer, à gauche, de nombreuses réactions outrées. « *Diviser, cliver, stigmatiser, susciter la haine. Ce président, élu pour faire barrage au RN, en devient le minable perroquet* », a écrit, sur X, Ian Brossat, porte-parole du PCF. « *Cette manière de flatter les réactionnaires est insupportable* », a réagi Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes. Et son homologue socialiste, Olivier Faure, d'abonder : « *Un barrage... toutes vannes ouvertes. Les mots finissent par manquer devant tant d'inconséquence et de cynisme.* » ■■■

La saillie du président sur les personnes trans, cibles favorites de l'extrême droite, a particulièrement fait parler. « Emmanuel Macron convoque la transphobie pour attaquer les programmes de ses opposantes politiques. La stratégie est donc claire : instrumentaliser les minorités dans la course au pouvoir », a dénoncé Julia Torlet, présidente de SOS Homophobie. L'insoumis Jean-Luc Mélenchon estime que « le président ignore la dose de souffrances que cela implique pour les personnes concernées » et rappelle que « cette possibilité existe déjà dans la loi ». « Il n'est pas nécessaire d'avoir suivi un traitement médical ou d'avoir été opéré. Vous devez démontrer que le sexe indiqué sur votre état civil ne correspond pas à celui de votre vie sociale (identité de genre) », précise ainsi le site service-public.fr où sont consignées les démarches qui doivent, pour l'heure, s'effectuer « auprès du tribunal ». Emmanuel Macron a même été rappelé à l'ordre par son ancien ministre Clément Beaune, par ailleurs candidat à sa réélection comme député sous l'étiquette Renaissance : « Pour les personnes trans, pour les personnes LGBT, pour toutes et tous, nous devons rejeter toute stigmatisation dans le discours politique et faire avancer les droits. »

PILLAGE SÉMANTIQUE, PARI HASARDEUX

Les dangereux propos du président de la République, lequel proposait jadis de simplifier les procédures pour le changement de genre, disent aussi la panique qui est la sienne devant la déroute de son camp et la dynamique du NFP. Son électorat âgé, en général plus conservateur que le reste de la population, fuit peu à peu vers le RN. Ce qui avait déjà conduit Emmanuel Macron à s'aventurer dans le pillage sémantique de l'extrême droite en reprenant notamment le terme de « décivilisation ». Questionné sur cette fâcheuse tendance, en février, par les journalistes de l'Humanité, qualifiés de « drôles de censeurs », le chef de l'État répondait qu'il « ne faut pas laisser (au RN) la capacité à nommer le réel ».

Du réel il ne s'embarrasse pourtant pas, dès lors qu'il s'agit de diaboliser la gauche qui aujourd'hui le menace. Avec ce genre d'assertion attrape-réacs, Emmanuel Macron prend le pari hasardeux que le confusionnisme peut lui être favorable, quitte à brouiller parfois les frontières avec l'extrême droite. Au risque de ne pas seulement être celui qui reprend les mots du RN, mais aussi celui qui l'aura porté au pouvoir. ■

EMILIO MESLET ET JULIA HAMLAOUI

Priorité nationale : réquisitoire sévère contre des cadres du FN

JUSTICE Des peines allant jusqu'à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende contre deux responsables RN et une ex-membre du FN pour « complicité de provocation à la discrimination » ont été demandées, mardi 18 juin, par le parquet de Nanterre.

La « préférence nationale » et ses conséquences en termes de rupture d'égalité de droits et de discriminations étaient au centre des débats, mardi 18 juin, au tribunal de Nanterre. Deux cadres et une ex-membre du parti d'extrême droite y étaient jugés, plus de dix ans après les faits, pour « provocation publique à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou non appartenance à une ethnie, nation, race ou religion déterminée ». À l'initiative de la plainte, la Maison des potes, qui reproche aux trois responsables d'extrême droite d'avoir enjoint, dans un « petit guide pratique », aux élus et futurs élus de leur parti d'adopter des pratiques discriminatoires à l'encontre des étrangers, « par exemple, concernant l'attribution de logements sociaux », est-il inscrit dans le fascicule.

Au terme d'un réquisitoire sévère, le ministère public a réclamé six mois d'emprisonnement avec sursis et une amende de 10 000 euros contre deux des prévenus, le maire (RN) d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Steeve Briois, et l'ex-secrétaire nationale du Front national (devenu RN)

chargée de la formation des élus, Sophie Montel, qui a quitté la formation en 2017. Contre l'adjointe au maire de Perpignan Marie-Thérèse Costa-Fesenbeck, soupçonnée d'avoir diffusé le guide sur le site Internet de la fédération de son département, il a demandé une amende du même montant.

« Ce n'est pas le procès d'une opinion, on a une incitation claire à commettre une distinction (entre Français et étrangers), ce sont des instructions qui sont carrément données aux élus », a justifié le procureur Jean-Pascal Oualid.

« Ce n'est pas le procès d'une opinion, on a une incitation claire à commettre une distinction. »

JEAN-PASCAL OUALID, PROCUREUR

Insistant sur le fait que « la qualité de responsable politique est une circonstance aggravante quand il s'agit de promouvoir les discriminations », il a même coupé l'herbe sous le pied à la défense, qui arguait de la liberté d'expression pour justifier l'engagement de ses clients – dont aucun n'était présent à l'audience – dans la

rédaction et la diffusion de ce « petit guide pratique ». Ce réquisitoire n'a pas manqué de faire réagir Jordan Bardella, l'actuel président du RN.

« UNE MESURE DE BON SENS », SELON JORDAN BARDELLA

Celui-ci s'est fendu sur X, durant l'audience, d'un message à l'adresse de celui qui est l'actuel suppléant de Marine Le Pen, candidate à la députation dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais : « M. Briois a tout notre soutien », écrit le président du RN, qui voit dans la demande de condamnation « une grave atteinte à la liberté d'expression à propos d'une mesure de bon sens (la préférence nationale), largement plébiscitée par les Français ».

De son côté, le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, estime que « ce procès vient jeter une lumière crue sur les intentions du Rassemblement national, qui, aujourd'hui, espère s'emparer du pouvoir » et salue les demandes de condamnation de responsables de « ce parti aux antipodes de la longue tradition française d'affirmation de l'égalité entre toutes et tous ». Le jugement a été mis en délibéré au 3 septembre. D'ici là... ■

EUGÉNIE BARBEZAT

Notre beau pays est aujourd'hui submergé par le poison de la division. « Les Français d'origine étrangère qui travaillent et respectent la loi n'ont rien à craindre. » Cette déclaration de Jordan Bardella fait froid dans le dos. Elle nie la citoyenneté pleine et entière de nos concitoyens d'origine étrangère. Ils seraient sans cesse menacés d'expulsion vers un pays qu'ils ne connaissent pas. Le Rassemblement national pense représenter la France. Il la salit et maltraite ses principes séculaires. Cette citoyenneté à géométrie variable et cette préférence nationale sont le terreau d'une politique qui tire une balle dans le pied de la nation entière. L'extrême droite oppose les précaires des villes et des campagnes. Elle appliquera au final une politique punitive dans les banlieues : la politique de la ville, la dotation de solidarité urbaine, le renouvellement urbain, l'éducation prioritaire, trop chers ! Et, dans la ruralité, le vide abyssal de son programme, et ses reculades sur la retraite à 60 ans ou la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ne sont qu'une première étape. Elle délaissera nos villages victimes de déserts médicaux, où des générations se

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,
ÉLU « MEILLEUR MAIRE
DU MONDE » EN 2021



Un Front populaire des communes

succèdent sans emploi, où les agriculteurs sont pris à la gorge par les marges des industriels. Elle favorisera, au final, les puissants et punira les plus précaires.

Nous, Nouveau Front populaire, voulons faire payer les plus grandes fortunes du pays, largement subventionnées par Emmanuel Macron. Avec cet argent, nous bâtirons une société pour mieux manger, mieux éduquer, mieux rémunérer le travail, mieux aménager, mieux rénover,

mieux soigner, ne pas travailler jusqu'au cercueil, mais aussi repenser les moyens des collectivités ! Nous devons construire un Front populaire des communes, fait de nos expériences locales comme les petits déjeuners gratuits dans les écoles, la distribution des fournitures scolaires, le manger bio dans la restauration scolaire, des maisons de santé, le droit aux vacances, au sport et à la culture. Des mesures qui s'appliquent à toutes et tous, quels que soient vos revenus, votre origine ou votre couleur de peau. Mais aussi des solutions écologiques comme des régies locales de l'eau ou des entreprises d'énergie renouvelable pour faire baisser les factures des ménages et cesser de compromettre l'avenir de notre planète.

Ce Front populaire des communes, c'est une résistance républicaine, c'est redonner du pouvoir d'agir aux communes pour refaire nation par le bas et par les territoires. Il n'y a pas une France rurale et une France urbaine. Il n'y a pas une France des banlieues et une France des villages. Il n'y a pas des Français d'origine étrangère et des Français de souche. Il n'y a qu'une France de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité ! ■



Le siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort (Allemagne). FRANK RUMPFHORST/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

L'épouvantail de la dette revient empoisonner le débat

BUDGET Taux d'intérêt insoutenables, scénario « à la grecque »... l'anathème est jeté sur le programme du NFP par les néolibéraux, Bruno Le Maire en tête, recadré par Bruxelles pour déficit excessif.

Il a un certain toupet, Bruno Le Maire. Depuis la présentation du programme du Nouveau Front populaire (NFP), le ministre de l'Économie agite la menace d'« une crise financière », voire d'une « mise sous tutelle de la France par Bruxelles et le Fonds monétaire international » si « l'extrême gauche » arrive au pouvoir (1). Au même moment, la Commission européenne annonce, ce jeudi, ouvrir la voie à des procédures pour déficit public excessif contre sept pays de l'UE... dont la France. « Quel gouvernement a engendré 1 000 milliards d'euros de dette supplémentaire et a

vu la note financière de son pays dégradée ? L'exécutif français. Si la situation n'était pas aussi grave, on pourrait en rire », rétorque Éric Berr, coresponsable du département économie de l'Institut la Boétie.

CHANGER COMPLÈTEMENT DE VOIE

Le maître de conférences à l'université de Bordeaux rappelle que la principale cause de la hausse de la charge de la dette publique, depuis 2022, tient au gouvernement Borne, qui a décidé d'indexer les titres émis sur l'inflation. Pourtant, se financer à des taux d'intérêt inférieurs à la hausse des prix permet de maintenir la

charge effective de la dette à un niveau soutenable. « Il y a toujours deux à trois fois plus de demandes pour les obligations françaises que d'offres. Cette décision a donc juste servi à soutenir le capital, qui gagne deux fois : le gouvernement baisse les impôts sur les revenus financiers et doit ensuite se financer à prix fort auprès de ces mêmes marchés financiers », déplore l'économiste.

L'argument, déjà rabâché à longueur d'antenne, qui prétend que la France ne pourra plus se financer sur les marchés si le NFP obtient la majorité aux législatives, ne tient donc pas. « Il y aura probablement des tentatives d'attaque des marchés financiers,

reconnaît Éric Berr. Mais il y a des milliards d'euros de liquidités qui ne savent pas où se placer, et notre dette publique reste très attractive. Pour les investisseurs, en posséder leur permet de stabiliser leur bilan. »

Les macronistes comme le RN – tout aussi engoncé dans un paradigme néolibéral – n'ont qu'une manière de réagir face à la dette : « Ils proposent des plans d'austérité budgétaires, mais comme à chaque fois, cela donne des coups de massue à l'économie, cela diminue encore plus les recettes », explique Denis Durand, économiste au PCF. Le NFP propose, lui, de changer complètement de voie. « Il ne faut pas craindre de répondre aux exigences de la population, de soutenir l'emploi, les salaires et les services publics. Cela créera une économie saine et de nouvelles recettes, davantage de plus-value. C'est une logique économique radicalement différente du néolibéralisme », renchérit cet ancien de la Banque de France. « Ainsi, poursuit-il, rapidement, on réduira le ratio de la dette rapporté au PIB et on le ramènera à des proportions saines. »

« LE BATEAU EST STABLE »

C'est ce que voulait faire Alexis Tsipras à son arrivée au pouvoir en Grèce, en 2015, en pleine crise financière. Sans nier l'importance de la dette publique, il voulait la réduire en augmentant les recettes, en rétablissant, notamment, la progressivité de l'impôt. La troïka (Banque centrale et Commission européenne, Fonds monétaire international) a imposé une baisse drastique de la fiscalité et de la dépense publique. « Tsipras voulait accroître la taille du budget de l'État, donc sa capacité à agir sur l'économie, rappelle Éric Berr. Le néolibéralisme veut l'inverse. C'est ce qui se joue aussi aujourd'hui. » Voilà pourquoi Bruno Le Maire agite la menace d'un scénario « à la grecque ». Mais le rapport de force n'est pas le même, assurent les économistes de gauche : attaquer la France comme le fut la Grèce mettrait en péril toute l'économie de la zone euro. En outre, depuis la crise grecque, la BCE est intervenue pour empêcher les taux d'intérêt de s'envoler en rachetant un quart de la dette des États membres. « La Caisse des dépôts ou la Banque européenne d'investissement pourraient tout aussi bien se financer auprès de la BCE pour investir dans un programme de développement des services publics et de projets socialement et écologiquement fléchés, sans avoir à passer par les marchés financiers », insiste Denis Durand.

Les marchés fonctionnent à la confiance. Si « le bateau est stable », comme l'assure l'économiste communiste, avec des services publics solides et des carnets de commandes pleins, les perspectives seront bonnes. « S'il faut rajouter un argument d'autorité, le programme du NFP est soutenu par quantité d'économistes reconnus, sérieux, comme Thomas Piketty ou la prix Nobel Esther Duflo. Dire qu'on veut mener le pays à la ruine n'est vraiment pas raisonnable », conclut Éric Berr. ■

PIERRIC MARISSAL

(1) Dans le Monde, jeudi 20 juin.

Arrestation de 11 leaders indépendantistes

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE Tandis que l'Hexagone détourne les yeux, la répression militaire et judiciaire se déchaîne contre les militants. Ces derniers appellent à nouveau au calme malgré une énième provocation.

Affairés en métropole à légitimer l'extrême droite, le chef de l'État et le gouvernement poursuivent en Kanaky - Nouvelle-Calédonie leur répression coloniale. Aux 3 000 policiers et militaires déployés, aux colonnes de blindés Centaure qui sillonnent les routes, s'ajoute une répression judiciaire féroce, avec près de 1 000 arrestations depuis 38 jours et le début des révoltes sur le territoire.

Un nouveau palier a été franchi ce 19 juin, avec l'arrestation de personnalités politiques. Onze militants de la Cellule de coordination des actions de terrain, la fameuse CCAT, ont été arrêtés au matin, juste avant un point de presse. « Les principaux responsables de la CCAT ont été interpellés alors qu'ils se rendaient à l'Avenir (le siège du parti l'Union calédonienne, une des composantes principales du FLNKS - NDLR) pour la conférence de presse prévue ce matin, dont notre commissaire général M. Bichou Téin », a réagi l'Union calédonienne (UC). Bichou Téin n'est autre que Christian Téin, l'un des dirigeants politiques de l'UC et de la CCAT. Cette dernière en est d'ailleurs une émanation, organe politique de mobilisation créé en novembre 2023, avec d'autres partis et des syndicats, le plus important étant l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (Ustke).

Le procureur de la République, Yves Dupas, s'est félicité de ces arrestations dans le cadre de l'enquête menée

par la gendarmerie de Nouméa avec le concours de « la sous-direction anti-terroriste ». Peu surprenant quand on sait que Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur, avait ciblé la CCAT en parlant d'un groupe « mafieux ».

LES DANGERS DE L'ORDRE COLONIAL

Les chefs d'accusation sont lourds : « Association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ou d'un délit, vols avec arme et en bande organisée, destruction de biens par incendie en bande organisée, complicité par instigation de crimes de meurtre et tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique. »

Comme il est prévu par la loi pour des crimes potentiels, la garde à vue peut

durer jusqu'à 96 heures. « Comme on s'en doutait, l'État français persiste dans ses manœuvres d'intimidation. Ces arrestations étaient prévisibles », indique l'UC, qui dénonce des « arrestations abusives », alors que le procureur semble plus occupé à poursuivre des dirigeants politiques indépendantistes qu'à rechercher les auteurs des meurtres de jeunes Kanak. L'UC évoque le sujet en ces termes : « Des responsables locaux anti-indépendantistes et des miliciens criminels se pavanent en toute liberté. » Avant d'appeler la jeunesse au calme, « tant sur le terrain que sur les réseaux sociaux », car « l'ordre et la justice coloniale sont dangereux ».

La CCAT a aussi publié un communiqué qui s'adresse en priorité à ses militants, « préparés à cette éventualité ». Des centaines d'indépendantistes sont déjà passés derrière les barreaux ou tombés sous les balles françaises depuis plus de quarante ans. « Cela fait partie de l'engagement de chacun de nous », écrit la CCAT, qui exhorte « l'ensemble des militants indépendantistes à ne pas répondre à cette nouvelle provocation ». Depuis le 14 mai, neuf personnes ont été tuées, dont sept jeunes Kanak. ■

BENJAMIN KÖNIG



Christian Téin, dirigeant de la CCAT, le 14 juin. DELPHINE MAYEUR/AFP

Une agression antisémite soulève l'émotion

COURBEVOIE Deux garçons de 13 ans sont poursuivis pour viol et violences antisémites sur une mineure de 12 ans. Le RN accuse « l'extrême gauche »...

Deux préadolescents ont été mis en examen, mardi, pour viol en réunion, menaces de mort, injures et violences antisémites sur une mineure de 12 ans à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Un troisième suspect, plus jeune, a été placé sous le statut de témoin assisté pour viol et mis en examen pour les autres infractions. Selon une source policière, citée par l'AFP, la préadolescente a expliqué avoir été abordée, samedi soir, dans un parc proche de son domicile par trois jeunes et entraînée dans un hangar. Les suspects ont frappé la jeune fille et « lui ont imposé des pénétrations anales et vaginales, une fellation, tout en lui proférant des menaces de mort et des propos antisémites », a indiqué cette source. La victime dit avoir été traitée de « sale juive ». L'un des agresseurs serait son ex-petit ami, selon le Parisien.

ACCUSATIONS INDIGNES DE MARINE LE PEN

L'affaire a immédiatement suscité une intense émotion. À gauche, l'insoumis Jean-Luc Mélenchon s'est dit « horrifié » par ce viol « et tout ce qu'il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite ». Sur X, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a lui aussi condamné ce « crime atroce » qui « nous rappelle une fois de plus que l'antisémitisme gangrène notre société et grandit dangereusement ».

Ce sont 366 faits antisémites qui ont été recensés entre janvier et mars, soit une hausse de 300 % par rapport à 2023. Une flambée que Marine Le Pen attribue sans ciller à « la stigmatisation des juifs depuis des mois par l'extrême gauche ». Le collectif Nous vivrons appelait de son côté, mercredi soir, à un rassemblement devant l'hôtel de ville de Paris. ■

CLÉMENTINE EVENO AVEC ALEXANDRE FACHE



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 20 juin

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE Face au danger de l'extrême droite, le Front populaire espère imposer une cohabitation de gauche au chef de l'État. Deux ans après la Nupes, la donne a changé. Et la victoire est possible. Analyse et reportage.

La rencontre Artem Chapeye, journaliste ukrainien et pacifiste de cœur, raconte son engagement sur le front et les transformations de son pays.

L'histoire de la semaine Ils se croyaient orphelins de guerre. Ils ont découvert des années plus tard qu'ils étaient fils et filles de nazis, nés dans des maternités dédiées à la reproduction de la « race aryenne ». Aujourd'hui, leur descendance tente de faire vivre cette mémoire.

Idées Le médiatique Charles Pépin nous entraîne dans son approche

alternative de la philosophie et sa passion pour la démocratisation de cette discipline.

Et aussi Entretien avec l'écrivain Patrick K. Dewdney, auteur du « Cycle de Syffe » ; l'histoire de Jean Zay, emblématique ministre de l'Éducation nationale du Front populaire ; le combat de femmes américaines contre les anti-IVG... **Et tous vos rendez-vous**

**RETROUVEZ L'HUMANITÉ
SUR INTERNET**

**Reportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...**

**Toute notre actualité
à portée de clic.**

➤ www.humanite.fr

➤ [facebook.com/
humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

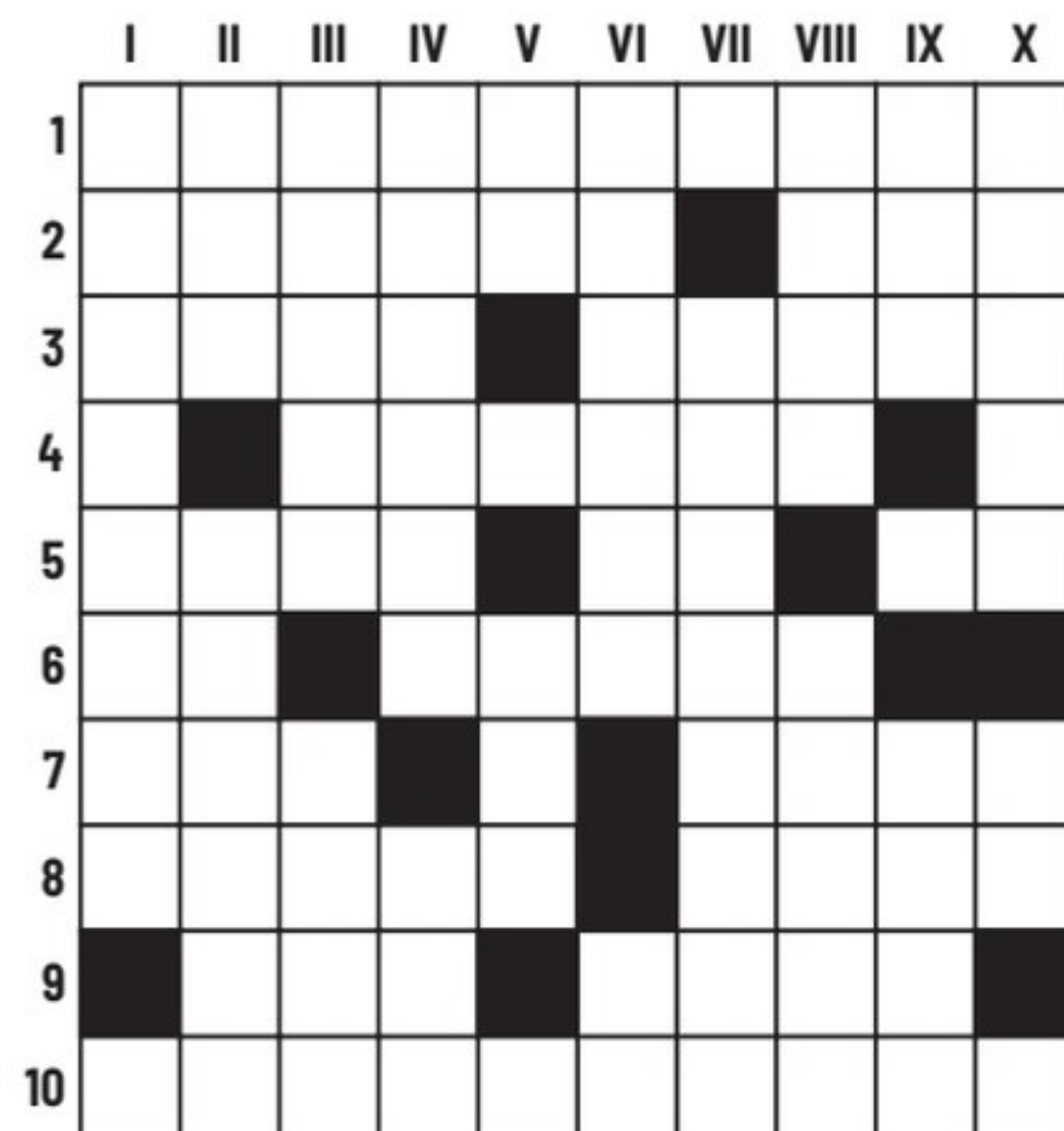
➤ [twitter.com/
humanite_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/
company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ **Compte lhumanitefr
sur Instagram**



MOTS CROISÉS N° 23 967 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Terrain vallonné. **2.** Planche ajoutée à une autre pour élargir un panneau. Monosaccharide. **3.** Frustré. Demander un prix excessif. **4.** Publiée. **5.** Quantité d'un médicament administrée en une seule fois. Erbium. Une forte carte. **6.** En deux lettres sur la Tille. Copie conforme. **7.** Couvre d'habits. Créature. **8.** Instutue. Mise en doute. **9.** Recueil d'anecdotes. Équidés. **10.** Poursuivras de demandes de sollicitations.

VERTICALEMENT

I. De constitution fragile. **II.** Exclamation espagnole. Prendras ton courage à deux mains. **III.** Hors service. Béquilles. **IV.** Peu zélées. Enjoué. **V.** Ancienne unité monétaire romaine. Poème lyrique. **VI.** Mouvements des bras. Argent. **VII.** Vaporeuse. **VIII.** Pour ce Dieu souffler n'est pas jouer. Canal communiquant avec la mer. **IX.** Affaibli. Frôla. **X.** Vin blanc à consommer avec modération. En matière de.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Montagneux. **2.** Alaise. **3.** Lésé. **4.** Saler. **5.** Dose. **6.** Er. **7.** Vêt. **8.** Étre. **9.** Ane. **10.** Assiégeras. **VERTICALEMENT. I.** Maladive. **II.** Oïe. **III.** Oseras. **IV.** Tins. **V.** Nases. **VI.** Tides. **VII.** Aïe. **VIII.** Éole. **IX.** Étier. **X.** Xères. **Es.** Ode. **VI.** Gestes. **Ag.** **VII.** Aérienne. **VIII.** Éole. **IX.** Étier. **X.** Xères. **Es.**

L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association
des lectrices et lecteurs de l'Humanité ;
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du mardi 18 juin 37 648 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation Ptot : 0,01 kg/tonne.



**FACE AUX ATTAQUES
DE CERTAINS MILIEUX
FINANCIERS
ET REACTIONNAIRES
PERSONNE
NE NOUS FERA TAIRE
SOUTENEZ-NOUS!**

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ
EN VERSANT** €

NOM / PRÉNOM _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,
5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN
DON EN LIGNE !**

DEFISCALISATION
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA
LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé
à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus :
Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé
à l'ordre de l'Humanité en Partage.

L'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

JE COMMANDE *

Le hors-série **Les clés pour
combattre l'extrême droite**
au prix de 4,90 € + 3 € de frais
de port**, soit 7,90 € x _____
exemplaire(s) = _____ €

Total de ma commande : _____ €

PRÉNOM _____
NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
E-MAIL _____

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre
de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION,
3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

L'Humanité **l'Humanité** **Humanité.fr**
magazine

Pour commander en ligne
et régler par carte bancaire,
capturez ce QR code à l'aide de
votre smartphone

EN LUTTE

**SANOFI EN GRÈVE**

Ce jeudi, la CGT appelle à se mobiliser devant le site de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Leur lutte concerne « 330 suppressions de postes, des licenciements massifs et la destruction du département d'oncologie et de la chimie », selon un communiqué.

ACCIDENT DE CHANTIER MORTEL

Un conducteur de camion-grue est décédé mardi sur le chantier de construction d'un hangar agricole à Villeveux (Jura). Une poutre métallique serait tombée sur l'engin, a indiqué le maire de la ville. Le pronostic vital est engagé pour un autre travailleur accidenté.

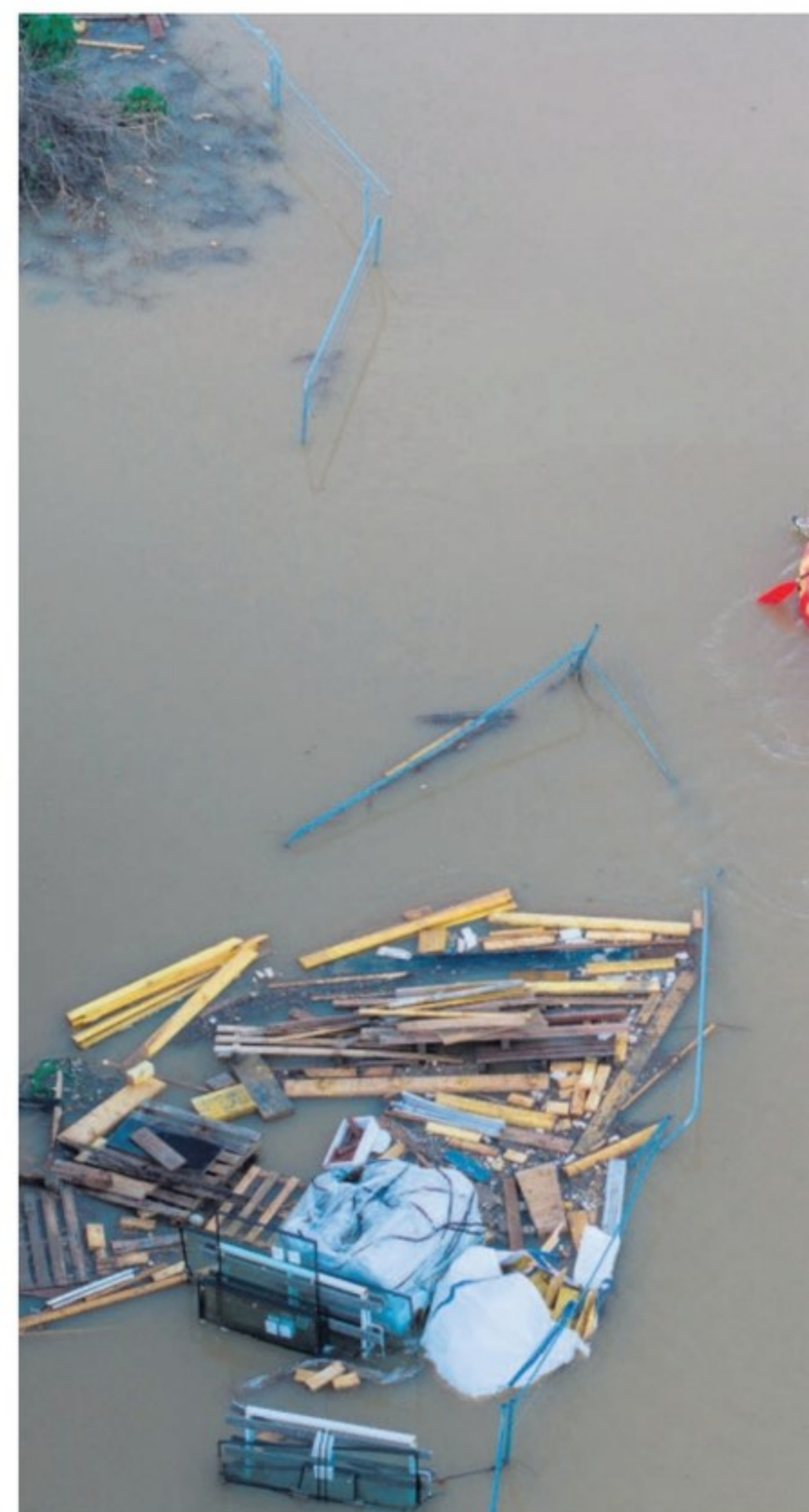
UN REPRENEUR TURC POUR NAF NAF

L'enseigne de prêt-à-porter Naf Naf, en redressement judiciaire depuis septembre 2023, a été rachetée par une entreprise turque. La vente, actée le 18 juin, implique la sauvegarde de 521 emplois sur 586 et d'une centaine de boutiques en France.

Changement climatique : des progrès trop fragiles

**ENVIRONNEMENT**

Dans son rapport annuel rendu public le 20 juin, le Haut Conseil pour le climat salue une baisse sans précédent des émissions de gaz à effet de serre mais s'inquiète des insuffisances de l'adaptation au dérèglement et de son impact sur les plus fragiles.



Une rue inondée d'Arques, dans le nord de la France,

Face à l'urgence, il faut accélérer. C'est, en substance, le message du rapport annuel du Haut Conseil pour le climat (HCC) rendu public ce 20 juin au matin, chargé d'évaluer la pertinence des politiques publiques en matière de décarbonation et d'adaptation au réchauffement climatique. « Les aléas climatiques s'intensifient plus rapidement que les moyens mis en œuvre pour en limiter les impacts », a résumé sa présidente, la climatologue Corinne Le Quéré. Pire, « le décalage se creuse ». Pourtant, les « besoins d'adaptation vont être d'autant plus importants et coûteux qu'ils seront pris en considération tardivement », rappelle le HCC.

D'ores et déjà, les vagues de chaleur, de sécheresse, les pluies violentes et autres événements climatiques extrêmes, qui se sont multipliés depuis dix ans, ont « mis en évidence des vulnérabilités importantes pour l'approvisionnement en eau, la production agricole, la santé (surmortalité, propagation de maladies), l'habitabilité de certains territoires, les forêts et les infrastructures », rappelle le HCC. Autant

de rappels des difficultés à venir dans une France où les températures devraient augmenter de 4 °C.

Ces insuffisances face à l'ampleur du défi sont pour beaucoup liées à un manque de cap politique clair, que traduit l'absence d'élaboration d'une « trajectoire de référence ». Le HCC estime que si le cadre de l'action publique évolue positivement, « il reste à consolider afin de diffuser l'action climatique à l'ensemble de l'économie ». C'est particulièrement vrai en termes d'adaptation, faute d'évaluation des besoins depuis 2014, de financements fléchés, d'articulation entre les échelons national et local ou de règles suffisantes, comme l'illustre, le fait, par exemple, que « les taux des primes d'assurance ne sont actuellement pas conditionnés à la mise en œuvre de mesures d'adaptation ».

« Les émissions brutes de gaz à effet de serre ont baissé de 5,8 % par rapport à 2022. »

RAPPORT DU HCC

Surtout, rien n'est fait pour cibler en priorité les catégories les plus fragiles face au réchauffement. Certaines sont particulièrement exposées, comme les femmes enceintes, les personnes âgées et handicapées, les ménages pauvres, les personnes travaillant en extérieur ou sur des machines émettrices de chaleur, les minorités, etc. Ainsi, les nourrissons et

les jeunes enfants sont « moins capables de réguler leur température corporelle, plus enclins à la déshydratation, ce qui les rend plus vulnérables en cas de vagues de chaleur extrême », note le HCC. Autant de fragilités qui « mettent en tension les services publics de santé, d'éducation et de maintenance des infrastructures qui ne sont plus à même de garantir la continuité de leurs activités en cas d'événements extrêmes, dont l'occurrence et l'intensité augmentent ».

DES AMÉLIORATIONS CONSTATÉES PLUTÔT SUR LE COURT QUE SUR LE LONG TERME

Malgré tout, le tableau n'est pas tout noir. « Les émissions brutes de gaz à effet de serre ont baissé de 5,8 % par rapport à 2022 » et sont inférieures de 31 % à leur niveau de 1990. Cette baisse est « deux fois supérieure à celle observée sur la période 2019-2022 ». Pour un tiers, elle est liée à des facteurs conjoncturels « non reproductibles », comme la baisse du cheptel bovin ou la remise en route de réacteurs nucléaires. Néanmoins, « tous les secteurs (hors déchets) et la plupart des sous-secteurs ont vu leurs émissions baisser entre 2022 et 2023, avec les plus fortes baisses dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie ».

L'AGENDA



21 juin À quelques semaines des jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la CGT Ilévia, la CFDT et SUD appellent à la grève. Les salariés de l'entreprise

de transport de la métropole de Lille (Nord) dénoncent l'absence de « *compensation à la hauteur* ». **21 et 25 juin** Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT,

pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

Jusqu'au 26 juillet En opposition à un plan social, l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa et Snup de la Caisse des dépôts a enclenché un préavis de grève afin de défendre le statut des contractuels.



à la suite de la crue de la rivière Aa, le 4 janvier 2024. CHARLES CABY/AFP

L'impact de cette réduction brute d'émissions est toutefois amoindri par « le déficit attendu sur les puits de carbone », pointe l'instance. En d'autres termes, les forêts et les espaces naturels, déjà affaiblis par le réchauffement, ne produisent plus assez d'oxygène pour compenser, comme cela était prévu, la production de gaz à effet de serre. À cet égard, le HCC souligne qu'« aucune stratégie d'ampleur ni qu'aucun plan de régénération des écosystèmes forestiers n'a encore été proposé ». Il s'inquiète aussi de politiques agricoles « marquées ces douze derniers mois par un recul de l'action publique climatique » et qui « contribuent à verrouiller la production dans un modèle intensif en émissions plutôt qu'à accompagner les agriculteurs vers des pratiques et des modèles bas carbone ».

En outre, nombre des améliorations sont constatées plutôt sur le court que sur le long terme, d'où l'insistance du HCC sur la nécessité de « maintenir le cap ». C'est ainsi le cas dans le secteur de l'énergie, où le choix de tout miser sur le renouvellement du parc nucléaire ne prend pas en compte « la forte incertitude industrielle du secteur » et ne cherche pas à la « compenser par la croissance des énergies renouvelables ».

CAMILLE BAUER

L'étau se resserre autour de TotalEnergies

Rude séquence pour la compagnie pétrolière avec, ces deux derniers jours, une décision de justice favorable aux ONG sur le devoir de vigilance et un rapport sénatorial appelant à un droit de regard de l'État sur ses affaires.

TotalEnergies a le sens du tempo médiatique. Déjà en février, la veille de la communication de son bénéfice hors norme pour 2023 (19,8 milliards d'euros), la major pétrogazière avait préféré mettre en valeur « ses contributions et engagements dans le pays ». Rebelote ce jeudi. Au lendemain d'une défaite judiciaire d'importance face aux ONG et le jour de la publication d'un rapport parlementaire appelant l'État à remettre le nez dans les affaires de la compagnie, cette dernière a communiqué sur les 1000 jeunes accueillis en stage de seconde.

Mais l'art de la diversion, autrement appelé « greenwashing » ou « social washing », a trouvé ses limites. Mardi, les associations environnementalistes et de défense des droits humains se félicitaient d'avoir remporté une « victoire d'étape » importante face à TotalEnergies. La cour d'appel de Paris a déclaré recevable la plainte déposée il y a quatre ans par ces six associations qui accusent la multinationale de manquements à son devoir de vigilance. La voie est donc ouverte à des débats au fond sur la responsabilité climatique de l'entreprise.

Pour Justine Ripoll, de Notre affaire à tous, ce jugement fixe une bonne fois pour toutes que « les

entreprises ont une obligation de vigilance continue et renforcée de leurs activités et de l'impact sur les droits humains et l'environnement ». Théa Bounfour, de Sherpa, ajoute une seconde dimension : « La décision rappelle que la justice a un rôle à

« La décision rappelle que la justice a un rôle à jouer pour contrôler le respect des obligations des entreprises. »

THÉA BOUNFOUR, DE SHERPA

jouer pour contrôler le respect des obligations des entreprises. (Ces dernières) devront justifier du respect de leurs obligations d'identification des risques de leurs activités sur le climat, ainsi que des mesures à prendre pour réduire leurs émissions. »

Mercredi, le Sénat a ajouté sa pierre dans le jardin de TotalEnergies. Dans ses conclusions, la commission d'enquête chargée de scruter le poids climatique et diplomatique de la société en France préconise de muscler les outils de contrôle autour de « ce groupe (qui) fait partie de l'histoire du pays et est

toujours domicilié en France », note le rapporteur Yannick Jadot. Pour remédier au désintérêt des gouvernements successifs des affaires de Total, que le rapport dessine en creux, le sénateur EELV « recommande que l'État entre au capital de la société, pour avoir un droit de regard et de veto dans la gouvernance », en usant de l'« action spécifique ». Reprendre les rênes implique aussi que Paris obtienne de la Commission européenne l'interdiction des importations du GNL russe (gaz naturel liquéfié), dont Total est partie prenante, sous peine de sanctions ; et que le gouvernement oblige la société à cesser de développer ses activités en Azerbaïdjan, finançant ainsi indirectement les agressions du pays contre l'Arménie.

Le rapport dresse toute une boîte à outils qu'il serait bon d'activer (Cour des comptes, Ademe, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, devoir de vigilance, reporting ISR...) pour resserrer la garde autour du groupe. « Nous n'allons pas lui imposer des contraintes que nous ne pouvons pas imposer aux autres grandes compagnies, résume Roger Karoutchi, président de la commission sénatoriale. On dit que, pour la France, TotalEnergies est un fleuron qui doit le rester. »

STÉPHANE GUÉRARD ET ÉDITH GOUJAT

POLLUTION DE L'AIR 8,1 MILLIONS DE MORTS DANS LE MONDE EN 2021

C'est devenu le deuxième facteur de risque de décès au niveau mondial, devant le tabac et la mauvaise alimentation. La pollution de l'air serait à l'origine de 8,1 millions de morts en 2021 (contre 6,7 millions en 2019), selon la 5^e édition du rapport « State of Global Air », réalisé par deux instituts de recherche américains, en partenariat avec l'Unicef. Seule l'hypertension artérielle

provoquerait plus de morts sur la planète. Les enfants de moins de 5 ans font partie des classes d'âge fortement impactées, avec 700 000 décès. Pour les trois quarts, ils ne seraient pas victimes de pollution de l'air d'origine industrielle, mais d'un air domestique vicié par la cuisson avec des combustibles polluants, en particulier en Afrique et en Asie.



Bombardement israélien sur le village de Khiam, dans le sud du Liban, le 19 juin. RABIH DAHER/AFP

Au Liban, Nasrallah ne veut pas de « guerre totale »

PROCHE-ORIENT Alors que l'armée israélienne affirme avoir validé des plans opérationnels pour une offensive au pays du Cèdre, le dirigeant du Hezbollah souligne dans une intervention que le combat de son organisation est un front de soutien aux Palestiniens. Les États-Unis s'inquiètent.

Les chiffres sont là, implacables. Ils disent à eux seuls la tension qui règne à la frontière entre le Liban et Israël. Plus de 400 Libanais ont été tués, dont des journalistes et des ambulanciers, au cours des huit derniers mois, par les raids aériens ou les tirs d'artillerie de l'armée israélienne. De l'autre côté, 25 sont morts en Israël. Au moins 90 000 Libanais ont été déplacés et plus de 60 000 personnes ont été forcées de quitter leur foyer dans le nord d'Israël. Le Hezbollah a

récemment déclaré qu'il a mené plus de 2100 opérations militaires contre Israël depuis le 8 octobre. Alors qu'à Gaza, 37 000 Palestiniens ont trouvé la mort et au moins 500 en Cisjordanie.

« Nous sommes très proches du moment où nous décidons de changer les règles du jeu contre le Hezbollah et le Liban. Dans une guerre totale, le Hezbollah sera détruit et le Liban sera touché durement », a affirmé le ministre des Affaires étrangères israélien, Israël Katz, dans un communiqué officiel. Dans le cadre d'une « évaluation de la situation », menée mardi en présence du général de division Ori Gordin, commandant de la région militaire Nord, et du chef de la direction des opérations, le général de division Oded Basiuk, « des plans opérationnels pour une offensive au Liban ont été approuvés et validés », indique l'armée. Il a également été décidé de « continuer d'améliorer la préparation des troupes sur le terrain ».

Or, au même moment, l'envoyé spécial américain pour le Liban, Amos Hochstein, se trouvait à Beyrouth où il a jugé « urgente » une désescalade entre Israël et le Hezbollah, parlant de « situation grave ». Les États-Unis veulent éviter « une guerre à grande échelle », a-t-il ajouté, après avoir fait étape à Jérusalem.

Les échanges de tirs sont quotidiens de part et d'autre de la frontière. En l'espace de quelques jours, ces affrontements armés se sont intensifiés et Israël ne cache plus sa volonté d'affronter directement le Hezbollah. Mardi, les autorités israéliennes affirmaient avoir frappé des infrastructures militaires dans plusieurs régions du sud du pays. Lundi, l'armée déclarait avoir tué un « opérateur central » de la division de roquettes du Hezbollah lors d'une frappe de drone. Une semaine auparavant, elle avait assassiné Taleb Abdallah, le commandant d'une division de l'organisation chiite libanaise couvrant le secteur occidental de la ligne de front entre la frontière avec Israël et le fleuve Litani.

Les échanges de tirs sont quotidiens de part et d'autre de la frontière.

NETANYAHOU FAIT PRESSION SUR BIDEN

Les tentatives pour provoquer le Hezbollah ne cessent jamais. Dans ce contexte, l'intervention de Hassan Nasrallah, le secrétaire général de l'organisation, ce mercredi, était particulièrement attendue. Il a répété régulièrement que son organisation n'arrêtera ses attaques que si Israël stoppe son invasion de Gaza et annonce un cessez-le-feu. Cette fois, il a été clair : « Nous ne voulons pas de guerre totale, car notre combat est un front de soutien. L'ennemi en parle, mais il ne peut le faire. Quelles que soient nos intentions, que nous voulions une guerre totale ou non, l'ennemi est obligé de rester prêt dans le nord du pays. » Hassan Nasrallah a d'ailleurs fait remarquer avec une pointe de satisfaction non dissimulée : « Un des hauts dirigeants israéliens a reconnu que si le front libanais n'avait pas été là, cela aurait permis à l'armée israélienne d'éviter de lourdes pertes lors de ses opérations à Gaza. »

L'attitude d'Israël, en opposition avec son grand allié américain, marque en réalité la volonté de Benjamin Netanyahu de faire pression sur Joe Biden pour poursuivre sa guerre à Gaza et, sous prétexte d'éradication du Hamas, vider le territoire palestinien de la plus grande partie de ses habitants. En brandissant une possible guerre avec le Liban, dont Washington ne veut pas, le premier ministre israélien dit aux États-Unis « c'est donnant-donnant ». Interrogé par le *Figaro* sur la proposition d'Emmanuel Macron émise lors du G7 d'une initiative trilatérale États-Unis - France - Israël, Netanyahu la balaie avec mépris : « Trop de chefs en cuisine gâtent la soupe. » On est à mille lieues d'un dirigeant acculé, au bord de la démission ou abandonné par les siens. ■

PIERRE BARBANCEY

L'inquiétude face aux réformes constitutionnelles de Meloni

EUROPE L'opposition italienne se mobilise contre les révisions de la Loi fondamentale voulues par la dirigeante d'extrême droite qui prévoient des pouvoirs décuplés pour la présidence du Conseil et une fuite en avant libérale en faveur des régions les plus riches.

Les réformes constitutionnelles lancées par Giorgia Meloni, la présidente d'extrême droite du Conseil italien, suscitent les plus vives inquiétudes de l'autre côté des Alpes. Le long processus engagé vient de franchir plusieurs étapes importantes en vue d'une ratification qui transformerait radicalement la physionomie du pays. L'élection de la présidente du Conseil au suffrage universel pour cinq ans, considérée par Meloni comme la « mère de toutes les réformes », a été adoptée par le Sénat, en première lecture, mardi soir. Elle ferait se concentrer sur l'élu(e) chef(fe) de l'État des pouvoirs considérables au détriment du Parlement. Dans le même temps, l'instauration d'une autonomie dite différenciée renforcerait considérablement la compétition au détriment des solidarités interrégionales. Quand un troisième projet de transformation, moins avancé, vise l'indépendance de la magistrature.

« Le danger est considérable », ont réagi les dirigeants de l'opposition, qui ont décidé de manifester ensemble ce mardi 18 juin. « Nous ne permettrons pas à cette droite de bouleverser la Constitution ! » a

lancé Elly Schlein, cheffe de file du Parti démocrate (centre gauche), qui a défilé aux côtés de Giuseppe Conte, patron du mouvement 5 étoiles, et d'Angelo Bonelli, de l'Alliance « vert et gauche ».

L'ASPIRATION À L'AUTORITARISME TRANSPIRE

Chacun des trois partis au pouvoir, Frères d'Italie, le parti dit post-fasciste de Meloni, la Ligue d'ultradroite de Matteo Salvini et Forza Italia, la droite traditionnelle fondée par Silvio Berlusconi, porte en étendard l'une de ces réformes. La plus avancée est celle qui donne au chef du gouvernement une légitimité électorale, donc des pouvoirs décuplés pour écraser le pouvoir législatif, un peu à la manière d'un monarque républicain à la française, fort de son élection au suffrage universel. Pour aboutir, cette mesure doit encore être ratifiée deux fois par les deux chambres ou, en cas d'échec, être soumise à référendum.

Giorgia Meloni, qui porte la marque de ce projet de transformation radicale du processus de décision démocratique, s'est réjouie d'avoir franchi une première étape « pour offrir de la stabilité

à nos institutions ». Elle invoque une « meilleure gouvernabilité » dans un pays qui se caractérise, il est vrai, par une très grande instabilité du pouvoir exécutif. L'aspiration à l'autoritarisme transpire par tous les pores de ce projet qui prévoit que 55 % des sièges du Parlement aillent automatiquement aux partis de la coalition du ministre président élu.

Quant à la réforme dite de « l'autonomie différenciée », cheval de bataille de la Ligue, elle va, selon une logique très libérale que ne renieraient pas les promoteurs actuels de l'UE, donner des pouvoirs accrus aux régions en matière fiscale comme sur le plan de services publics clés telles la santé et l'éducation, des prestations sociales ou encore de la protection de l'environnement. Les partis opposants unis dénoncent l'organisation d'une grave fragmentation du pays, propre à renforcer des divergences déjà si perceptibles à l'intérieur de la Botte. « Cette contre-réforme n'est pas seulement dommageable pour le mezzogiorno, mais va faire très mal à tout le pays » ! s'insurge Christian Ferrari, le secrétaire confédéral de la CGIL. ■

BRUNO ODENT



Le 18 juin, à Rome. Manifestation contre les réformes prévues par la majorité ultraconservatrice.

Le Marché de la poésie s'ouvre dans une période de turbulences marquées. Non celles qui secouent notre pays depuis le 9 juin, encore que ces événements sont loin de laisser les poètes indifférents. Mais une crise a agité le monde de la poésie depuis le début du mois, avec l'annonce par les organisateurs du « *report sine die* » de l'invitation faite à la poésie palestinienne pour 2025.

Sans revenir sur les détails (lire notre article du 10 juin), rappelons que les raisons invoquées, dans une lettre du directeur délégué de cette manifestation, faisaient état de la crainte qu'en cette situation tragique « *le Marché de la poésie se (transforme) en tribune politique (et non poétique) avec des enjeux qui le dépasseraient* ». Un choix contesté par l'artisan de cette venue, le poète marocain Abdellatif Laâbi, éditeur d'une anthologie de poètes palestiniens, qualifiant ces raisons de « *politiquement biaisées et moralement insupportables* ». Devant le tollé général, les organisateurs déclaraient, invoquant une « *communication malencontreuse* », que la poésie palestinienne était « *invitée d'honneur comme prévu à l'édition du Marché de la poésie 2025* ».

CINQ RENCONTRES CONSACRÉES À LA « TRADUCTION DU POÈME »

Ce rendez-vous va donc se tenir au grand soulagement de ceux qui, comme c'est le cas depuis ses débuts par l'Humanité, le considèrent comme irremplaçable. Cette année encore, on le retrouvera dans un espace un peu plus étendu, place Saint-Sulpice, à Paris. Déjà, dans des lieux différents, ses « *périphéries* » ont permis de faire entendre des poètes français et étrangers. Elles se prolongeront jusqu'à la fin du mois.

La Grèce est à l'honneur, l'occasion de découvrir quelques auteurs : Constantin Cavafy, Georges Seféris, Odysseas Elytis...

L'invitée d'honneur est, cette année, la Grèce. Onze lectures et tables rondes donneront à treize poètes l'occasion de faire connaître cette poésie qui, mis à part certaines grandes voix comme Constantin Cavafy, Georges Seféris, Odysseas Elytis ou Yannis Ritsos, est assez peu connue en France. Peu traduite, surtout. La traduction sera d'ailleurs le

sujet des « *états généraux* », cinq rencontres consacrées à la « *traduction du poème* ».

Le marché est aussi – surtout – le lieu où l'on peut se faire une idée sur l'état de la poésie en France. Sans prétendre à une vision exhaustive, d'année en année s'impose ce fait : l'entrée en masse des femmes dans la poésie écrite, lue et performée. Il serait ridicule d'en proposer une liste, plutôt un retour sur les articles, imprimés ou en ligne, proposés par notre journal. Nous avons choisi d'en mettre quelques-unes à l'honneur.

L'épisode qui vient de se clore est, après « l'affaire Tesson » et la suppression de l'émission de Manou Farine sur France Culture, la troisième crise traversée par le monde de la poésie en quatre mois. Beaucoup de ses acteurs, signataires ou non d'appels et de pétitions, s'accordent sur un point : cela ne peut plus durer. Les instances où se jouent la visibilité et l'avenir de la poésie doivent fonctionner autrement. Comment ? Il ne nous appartient pas de le dire, mais de plus en plus de poètes semblent déterminés à se faire entendre. ■

ALAIN NICOLAS

Optimisme et tensions sur le front de la poésie

MANIFESTATION LITTÉRAIRE Le 41^e Marché de la poésie se tient à Paris jusqu'au 23 juin. Son développement reflète un regain d'intérêt pour un secteur qu'on croyait marginal, et peut-être aussi une crise de croissance.



Édition 2023,
à Paris.
ÉRIC BRONCARD/HANS LUCAS

PALESTINE 70 poèmes comme autant de cris



Anthologie de la poésie palestinienne d'aujourd'hui, textes choisis et traduits de l'arabe par Abdellatif Laâbi, réunis par Yassin Adnan, Points Poésie, 224 pages, 7,90 euros

Ils sont vingt-six, de la génération d'entre 1970 et 1990. Ils sont « *celles et ceux qui vivent aujourd'hui presque invisibles, inaudibles, empêchés par la situation géopolitique* », écrivait en 2022 Abdellatif Laâbi (prix Goncourt de la poésie en 2009, prix Mahmoud Darwich en 2020), qui vient de s'insurger contre l'annulation – finalement... annulée – de la Palestine, pays invité l'an prochain au 42^e Marché de la poésie (lire page 18.) Les vingt-six qui composent ce recueil de 70 poèmes sont plus que

jamais indispensables. Beaucoup vivent sur place, « *dans des prisons à ciel ouvert ou fermées (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem-Est)* ». On découvre dans ce livre des textes écrits par des poètes, dont certains originaires de Gaza, telle Hind Joudeh, qui naissait là-bas en 1983.

On ne sait si elle est encore en vie. L'un de ses poèmes choisis pour figurer dans le recueil, a pour titre *De l'eau, en attendant que les choses s'éclaircissent...* Il y a autant d'hommes que de femmes, lesquelles brisent volontiers les tabous « *les plus ancrés dans la mentalité arabo-musulmane conservatrice* ».

Tous illustrent puissamment, au sein de cet ensemble polyphonique, « *la permanence de la cause palestinienne, cette écharde que les forces mortifères cherchent à retirer de la conscience universelle* ». ■

MURIEL STEINMETZ

APPROCHE Une lacune pour écrire le monde



Contour des lacunes, de Dorothée Volut, Éric Pesty Éditeur, 104 pages, 22 euros

Aucun titre, aucun nom sur la couverture du livre. Une ligne noire sur une surface blanche. On cherche sur le dos de l'ouvrage le nom de Dorothée Volut et le titre, *Contour des lacunes*. Cette courbe « fermée », comme disent les géomètres, est donc un contour, elle délimite un vide, une lacune, un territoire dont quelque chose s'est absenté, où quelque chose est en – on ne sait pas – gestation. Rien de moins fermé que cet ensemble de textes, réunis dans un ordre inhabituel, les plus récents d'abord, et qui approchent pas à pas cette lacune, pour en dessiner une forme et peut-être la remplir. Dans le village au bord du Verdon où

habite la poétesse, on annonce que le lac va être vidé par EDF pour inspection. Elle arpente cet espace lacunaire – lacune et lac sont parents. « *J'allais tous les matins sur les bords vidés, mesurer la profondeur de ce qui gisait au fond*. » Un pont, une forêt, l'endroit d'une source. « *On a le lac qui se vide, il va y avoir du monde* », dit un villageois. Vide et plein, deux faces d'une même page. Dorothée Volut s'attache au vide, l'attend, le recherche. « *Hâte de la place vide devant moi et du monde à recommencer*. » Elle éteint ses phares pour écouter un conte dans la nuit. Elle marche au bord des falaises des gorges du Verdon, échappe de peu à une chute. Mais « *j'écrivais en me laissant tomber dans l'écriture* ». Les textes et le cahier photos réunis imposent un réel matériellement très proche, incarné et vivant. Le vide n'est pas néant, mais le lieu où écrire peut faire naître un monde. ■ A. N.

FEMMES Les vigies de la nuit



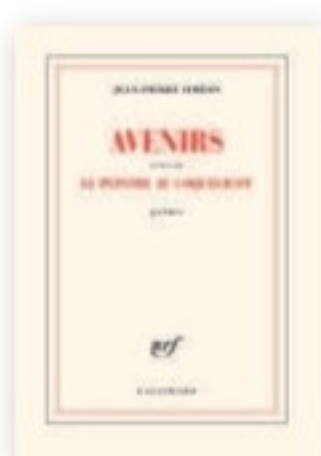
Premières à éclairer la nuit, de Cécile A. Holdban, Arléa, 240 pages, 21 euros

Cécile A. Holdban s'est astreinte à réunir quinze poétesses dans un recueil qui les rassemblerait toutes, comme des sœurs ou des mères qui se seraient transmis un idéal de survie. Pour constituer ce projet littéraire ambitieux, l'autrice s'est plongée dans les journaux, la correspondance, les biographies et les essais les concernant. Elle leur a donné la parole, chaque chapitre commence par « je », et, ainsi, se constituent des mini-romans jusqu'à la fin fatale. Avec Edith Södergran « *la vie, c'est être étranger à soi* », « *j'ai toujours aimé les chats* », annonce-t-elle en préambule. Il faut comprendre que Cécile A. Holdban joue le rôle de metteuse en scène, elle prend la place de chacune d'entre elles et,

par ce procédé, la lecture avance en profondeur. Que connaît-on de Gertrud Kolmar, « *des ténèbres je viens, une femme* » ? Elle laisse son père, juif que l'Allemagne réprovoque, pour partir en France. Ces femmes ont en commun le désir contrarié d'écrire, le besoin d'exister face aux autres et l'irrépressible tentation du suicide. Elles se suicideront à un moment donné : la terreur nazie, la perte d'un enfant, des amours impossibles, le rejet de leur famille, l'incompréhension face au monde. L'une d'entre elles a été réduite au silence pendant dix-sept ans, incarcérée durant quinze ans ; une autre donne ses droits d'autrice aux orphelins de la guerre d'Espagne, alors qu'elle se heurte à l'hostilité des autorités religieuses ; une autre encore sera internée huit ans pour « se reposer ». Elles s'appelaient Ingrid, Janet, Marina, Nelly, Sylvia, Gabriela, Antonia, Anne... et nous ont éclairés de leur douleur. ■

VIRGINIE GATTI

GRAND PRIX La fête du verbe et de l'esprit



Avenirs, suivi du Peintre au coquelicot, de Jean-Pierre Siméon, Gallimard, 162 pages, 18 euros

Jean-Pierre Siméon, Grand Prix de la poésie de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre, ne renonce pas. Ni au poème, ni à l'avenir que, dans ce recueil, il écrit au pluriel. *Avenirs*, suivi de *Peintre au coquelicot*, concentre les questionnements, les rêves et les désirs du poète avec cette « *impatience de l'impossible* ». Une impatience qui flirte avec l'intranquillité. Le constat des malheurs et de la noirceur du monde, Siméon les affrontent, sans ciller, sans faux-semblants. Sa poésie tourne délibérément le dos aux pensées mortifères, aux

injonctions morbides, dans une tentative de refaire humanité avec ses semblables, nos semblables. La pulsation du poème « *porte la vie à l'épaule* », écrit-il. Face à ce monde « *si jeune et déjà vieux* », Siméon nous invite à danser, « *dancez sur les toits, dancez riez défiez le vide* ». Son écriture, débarrassée de tout maniérisme, vous happe, vous embarque. Les mots, les couleurs s'entremêlent, tissant un ouvrage qui redonne du courage. Le lecteur n'est pas tenu à distance, il est convié à cette fête du verbe et de l'esprit où la poésie est « *un acte politique* ». Inventer l'avenir comme on se prend à réinventer le monde, parcourir le poème en liberté, y puiser du courage ; « *Il y a un monde en attente* », et si les poètes se plaisent « *aux branches cassées et aux chemins inutiles* », Siméon nous exhorte : « *Soyez poète, choisissez l'envol*. » ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

GAZA Des voix qui s'entremêlent



Point de suspension, d'Olivia Elias et Michaël Glück, l'Amourier, 70 pages, 8,50 euros

Sous-titré « *Gaza et la nécessité de dire* », ce recueil est à deux voix. Michaël Glück a publié douze recueils à l'Amourier. Il est traduit dans une douzaine de langues. Depuis le 7 octobre, il écrit chaque jour une courte séquence sur Facebook. La Palestinienne Olivia Elias tient le décompte des jours, en commençant par « *J 21, 28 octobre* ». Jean Princivalle, l'éditeur, les a fait se rencontrer. « *Elle habite à Arles, lui à Montpellier. J'ai dit à Michaël "prends ta voiture, va faire un saut chez elle..."* »

Elle dit « *l'État Occupant surarmé* », les parents qui inscrivent « *le nom de leurs enfants sur leur petit poignet ou leur cheville pour les identifier* ». Lui dit les temps de guerre qui font table rase, « *afin de préparer l'occupation des colonies* ». Sur la page, en italique, elle dit « *ni eau ni nourriture ni carburant & électricité & ni médicament* ». Il dit : « *Ils assument (...), ils ont ce cynisme-là* ».

Chez lui, le point de suspension signifie que cela n'en finit pas de finir et que « *dans ta ligne de mire (...), c'est toujours sur toi-même que tu pointes ton arme* ». Elle dit de moins en moins à l'approche du jour 100 (15 janvier 2024). Le blanc envahit la page, en écho à « *notre effacement* ». Lui met les « *boules Quiès de l'écriture pour supporter de loin le fracas* » et convoque « *Mahmoud Celan et Paul Darwich* ». ■

M. S.

Marché de la poésie, place Saint-Sulpice, Paris 6^e, signatures au stand 208, le 20 juin à 18 heures, le 21 à 19 heures, le 22 à 18 heures.



RÈGLE DU JEU De la poésie comme construction d'un igloo



Construction d'un igloo, de Pascale Petit, Lanskine, 112 pages, 16 euros

Construire un igloo, ça s'apprend, évidemment. Il y a des tutos pour ça. Pascale Petit propose sa méthode, très différente des conseils de survie sérieux (on l'espère) trouvés sur Internet. Pas tant que ça, si on y regarde de plus près. Les « tutos poétiques » que donne Pascale Petit semblent répondre à des besoins étranges : « que faire avec votre

bifteck d'amour », « comment arrêter la gomme », « devenir un oiseau bleu fou » ? Quoique ça peut toujours servir, on ne sait jamais.

Ce qui compte, c'est de savoir utiliser la langue politique ou commerciale de la compétence, de la maîtrise, de l'autorité, et son mode favori, l'impératif. « Trouvez le bon moment », « lisez la suite », « entrez là », « imaginez un navire », « allez sur les toits », « ralentissez votre chapeau ».

Et si ces injonctions étaient, camouflées, une série de conseils pour écrire un poème ? Suggestion pas si baroque si l'on déniche les textes consacrés

aux poètes et à la poésie, tels que « se méfier des poèmes qui viennent du Japon quand il y a un éléphant » ou « le poète d'avant-garde ».

Et en alternance, ces notations qui semblent n'obéir à aucun programme, telles que : « Quelque part / quelqu'un / sort / de sa combinaison / et regarde des poissons de poète / emmenés par la poésie / émus par la pluie. »

À moins que le programme soit de rester léger : « / Puis mettez votre igloo à l'envers / entrez et dites / que maintenant / vous ne voulez plus voir personne. » ■

ALAIN NICOLAS

HUMANITÉ Un nom pour les innommées



Des errantes, de Maud Thiria, Lanskine, 64 pages, 14 euros

« Les mots avec le temps prennent la poussière », dit une des errantes, erratiques, comme ces blocs charriés par les glaciers, puis abandonnés, ces pierres « immémoriales et déportées » qui ont l'âge du monde. Elles sont là. C'est la première évidence qui émane du livre de Maud Thiria. « Assise là », « échouée là » « en bloc échoué là » « errante sans plus de place » : ainsi commencent plusieurs des premiers textes du recueil, poèmes à l'immobilité que traversent des souvenirs de danse, que brisent des déambulations avec déambulateur, des tentatives de franchir des portes à code, des

lignes de couleur suivies sur les lins pastel, derniers itinéraires sur les derniers territoires.

C'est la parole de ces femmes – et de quelques hommes – rencontrées au cours d'une résidence dans des hôpitaux de la région parisienne « en temps de Covid » que Maud Thiria fait émerger, et c'est en leur parlant qu'elle parvient à la faire couler.

Les quelques soixante poèmes adressés à ces « erratiques de l'hôpital public » emploient le tu familier et familial pour ces « innommées » à qui on ne s'adresse que par le « pronom de l'informe » : « On a bien mangé / a bien pris ses médicaments. » Le toi et le on se soudent dans un « TOION indivisible invisible ».

Tout le travail du poème est ici de redonner un nom aux innommées. Ainsi, dans une deuxième partie, un « je » reprend la parole, assumant la dissolution de son individualité dans un « mon nom est n'importe » qui s'oppose à « la violence dans l'antérieur du langage ». Livre dérangeant et émouvant que ces Errantes qui donnent un temps la parole à ces « orfèvres d'un chant perdu ». ■ A. N.

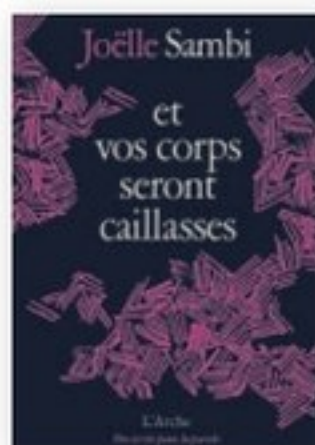
ÉCOSSE Kathleen Jamie, à l'écoute des vivants



La Révision, Poèmes, de Kathleen Jamie, recueil de poésie bilingue traduit de l'anglais et de l'écossais par Christian Garcin, la Baconnière, 104 pages, 12 euros

De l'Écossaise Kathleen Jamie, on connaissait *Tour d'horizon* et *Strates*, des textes de non-fiction publiés en français par la maison suisse la Baconnière. On découvre aujourd'hui ses poèmes, dans une édition bilingue traduite par Christian Garcin, où l'on retrouve son approche subtile des émotions, sa proximité avec la nature et le monde animal. Qu'elle emprunte la forme du distique, du tercet, le quatrain ou le vers libre, sa poésie est assez narrative, descriptive, ancrée dans les paysages rudes et somptueux d'Écosse, parfois pollués par les plastiques. Dans *Cinq Sonnets du Tay*, elle observe les mutations du plus long fleuve du pays, de la migration des balbuzards venus du Sénégal à la marée basse qui découvre l'estuaire, « comme un Pays des elfes ». Souvent adressés, ses poèmes tissent des liens avec les oiseaux, la lune qui entre dans son bureau « comme dans un magasin de curiosités », une araignée ou les cerfs qu'elle observe avec un homme qui l'a entraînée « à travers la bruyère battue par le vent ». Dans *La Révision*, qui donne son titre au recueil, un vieux bateau, le *Lively*, transbahuté sur une remorque pour être réparé, traverse la campagne et les années. Férue d'archéologie, Kathleen Jamie écrit à même les strates de temps, fait cohabiter le présent et les souvenirs, avec la conscience du caractère éphémère de la vie. ■ S. J.

SLAM La rage et la joie



Et vos corps seront caillasses, de Joëlle Sambi, l'Arche, « Des écrits pour la parole », 112 pages, 15 euros

C'est l'une des collections de poésie les plus intéressantes du moment. Avec « Des écrits pour la parole », Claire Stavaux, qui dirige les éditions de l'Arche, donne à lire et entendre des voix contemporaines, héritières du spoken word, souvent très politiques. Après Kae Tempest, Leonora Miano ou Sonia Chiambretto, pour ne citer que les vivantes, c'est au tour de la Belgo-Congolaise Joëlle Sambi d'intégrer la collection. Née à Kinshasa, la poétesse, slameuse et activiste LGBTQIA+ est autrice associée au Théâtre national Wallonie-Bruxelles. Préfacé par Rokhaya Diallo, *Et vos corps seront caillasses* est un

uppercut. « Nous sommes la foudre / De petites gens, couleur suie / Nous sommes la colère », écrit Joëlle Sambi dans *Poitrines rugissantes*, un texte sur les migrants ballottés « de Charybde en Scylla », « coupables / D'avoir pris la tangente et ignoré l'orage qui gronde en sourdine ». En écho, *Caillasses* s'adresse aux sans-papiers visés par les jets de pierre : « Caillasses pour avoir osé l'espoir, caillasses ! Pour avoir passé la frontière, poussières ! »

Dans *Sonates de minuit*, bloc de mots séparés par des points, le corps exulte, souffre, aime. Avec *Hair poème*, c'est fierté noire et les cheveux crépus qui sont portés en étendard. Nourris de références aux grandes inspiratrices que sont Audre Lorde et Zora Neale Hurston, les textes de Joëlle Sambi sont traversés par la révolte et la joie, la justice sociale et la mise à bas de toutes les normes. Quel souffle ! ■

SOPHIE JOUBERT

DUO Guerre de Grand-Lieu



La Boucle impossible, d'Anne Savelli et Joachim Séné, Joca Seria, 72 pages, 14,50 euros

Au bord du lac Grand-Lieu, deux adversaires s'affrontent. Dita Kepler, bottines lacées, manteau clair évoquant celui que préférerait Marilyn Monroe, une valise de carton bouilli à la main. Ceux qui ont connu *Second Life* disent qu'elle est un avatar connu des ancêtres du métavers. En face, Destroy Keeper, un physique de jeux vidéo, être numérique vêtu d'un costume bleu, chaussures marron, une lettre d'embauche à la main. Leurs objectifs sont antagonistes. Destroy Keeper est là pour détruire les œuvres créées autour du lac. Les transformer en octets, détruire leurs traces matérielles. Dita

Kepler, elle, est là pour les protéger. « Qu'on me donne les masses, les masses d'armes, les marteaux, les battes. / Que j'écrase et frappe, qu'au trébuchet j'envoie masse de pierre sur essence de texte », dit Destroy Keeper, légardien de la destruction, car « conserver est contraire à la loi naturelle. Je lutte contre la prolifération des œuvres, espèces invasives de mon néant ».

« On t'entend murmurer, Dita, même de loin. » Difficile de le rapporter ce qu'elle dit, un montage de textes des auteurs qui se sont succédé en résidence à Grand-Lieu, et que les lecteurs de l'Humanité ont croisés dans ces colonnes, Delphine Bretesché, Hélène Gaudy, Sylvain Coher, Kossi Efoui, Anthony Poiraudau et autres, œuvres et textes dont la conservation, l'effacement, questionnent. Il fallait pour en parler une forme puissante et forte qu'Anne Savelli et Joachim Séné ont su trouver. ■ A. N.



L'activité économique sera subordonnée à la contrainte environnementale. GETTY IMAGES

Une bifurcation humaine et écologique

ESSAI Face à une croissance illimitée et destructrice, qui se veut guidée par le profit, voici un ouvrage qui donne des clés pour mener une planification écologique incluant les exigences sociales et démocratiques.

Comment bifurquer, de Cédric Durand et Razmig Keucheyan, la Découverte, 256 pages, 20,50 euros

Véritable boîte à outils pour agir à hauteur de la crise environnementale, l'ouvrage de l'économiste Cédric Durand et du sociologue Razmig Keucheyan a le mérite de proposer des réponses à l'équation « fin du monde-fin du mois ». La planification écologique « sera sociale ou ne sera pas », avertissent-ils. Après avoir démontré que le marché et le capitalisme ne font qu'aggraver la menace de destruction du vivant qu'ils ont eux-mêmes provoquée, les auteurs développent leur conception d'une transition écologique qui soit compatible avec les limites planétaires et avec les besoins sociaux « réels » des citoyens. « Le capitalisme n'a d'autre boussole que le profit, et il n'investira que s'il en escompte un », rappellent-ils, ajoutant : « Ce système n'a que trop duré, il nous mène à une impasse, menaçant nos existences même. »

Ils démasquent les prétendues politiques de transition qui ne font que « verdir l'existant » sans gêner les activités lucratives des entreprises. S'appuyant notamment sur l'exemple de l'industrie automobile et du dieselgate, ils démontrent en quoi la croissance verte ou le « néo-industrialisme vert » ne sont qu'une arnaque servant à gonfler les bénéfices d'acteurs privés à coups de subventions publiques. Au lieu d'accélérer la croissance économique, il faut planifier la décroissance, défendent-ils. D'où l'urgence de bifurquer, à savoir opérer un virage à 180 degrés, démanteler les infrastructures et les modes de production des énergies fossiles et

mener une transition vers un écosocialisme. Les chercheurs convoquent ici notamment les thèses de Michel Husson, le brillant économiste et statisticien marxiste disparu en 2021, à qui ils dédient leur ouvrage.

UN RAPPORT DE FORCE POLITIQUE, DES MOYENS FINANCIERS ET HUMAINS

Comment bifurquer, donc ? Gouverner par les besoins, mettre en place une comptabilité écologique, socialiser les investissements, organiser un espace démocratique avec le soutien des classes populaires. Ce n'est plus la production qui gouverne les besoins mais l'inverse. Les « besoins réels » devront être formulés par les citoyens, être accessibles à tous et respecter l'écosystème. Les citoyens participent à transformer le système productif et de consommation, à travers des structures collectives à inventer. Les besoins universels peuvent être satisfaits pour tout le monde, dans les limites planétaires, assurent-ils, s'appuyant sur des calculs qui montrent que c'est possible dans un monde à 10 milliards d'humains. L'activité économique sera subordonnée à la contrainte écologique. « À l'opposé du projet néolibéral on ne prélève pas plus de ressources que ce qui peut être régénéré. Pour ce qui n'est pas renouvelable, on prélève une quantité restreinte, à un rythme qui donne le temps d'aller vers des ressources renouvelables. » Conscients que la bifurcation n'est

pas qu'une affaire de planificateurs mais qu'elle dépendra d'un rapport de force politique et de moyens financiers et humains conséquents, Cédric Durand et Razmig Keucheyan concluent par l'espoir qu'un « bloc social écologique » se constitue pour s'en emparer. ■

LATIFA MADANI

Ce n'est plus la production qui gouverne les besoins mais l'inverse.

LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



« Prends le chien »

Bobby est peut-être le chien le plus connu de la philosophie, celui désigné par Emmanuel Lévinas comme « le dernier kantien de l'Allemagne nazie », autrement dit, le seul être vivant capable de reconnaître dans les camps l'humanité d'un visage : « Pour lui – c'était incontestable – nous fûmes des hommes. » Le chien, l'immense compagnon des hommes... et des femmes.

Ovidie, dans Assise, debout, couchée ! (JC Lattès, 2024), lui dédie un livre détonnant narrant la double aventure des chiens et des femmes, celles que les hommes aiment appeler les chiennes. Raziel, mâchoire d'acier, américain staffordshire terrien, est à ses côtés, depuis qu'il est chiot. Mais pas comme un simple divertissement domestique. Non, le lien est plus grave, plus existentiel, et plus sécuritaire. Raziel – car tel est son nom – est celui qui la défend dans les villes et les campagnes, sur les routes, ou lorsque la nuit tombe. « Prends le chien

Ovidie narre la double aventure des chiens et des femmes, celles que les hommes aiment appeler les chiennes.

avec toi », lui intimait sa mère lorsqu'elle partait courir dans les environs. On l'a quelque peu oublié mais, durant l'ère victorienne, les pitbulls étaient surnommés les « nanny dogs ». Et aujourd'hui, à l'Institut Curie, depuis 2016, le groupe de travail KDOG évalue la capacité des chiens à

détecter les tumeurs cancéreuses par leur odeur, en leur faisant renifler des compresses imbibées de la sueur des femmes atteintes du cancer du sein.

À l'opposé de ces soins multiples, il y a la violence intra-familiale et intraconjugale qui s'abat prioritairement sur les femmes, les enfants, et les chiens de ces derniers : « Femmes et chiens tremblant en attendant le retour du maître, du patriarche, du chef de famille (...). Nous sommes liées aux canidés parce que, comme eux, nos existences valent peau de balle. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que la lutte animale mobilise les femmes, qu'elles tiennent les refuges ou qu'elles libèrent cagoulées des beagles de laboratoire. Les femmes sauvent les chiens autant que les chiens les sauvent. »

En 1976, au Royaume-Uni, l'Animal Liberation Front se constitue pour ouvrir les cages des animaux exploités dans toutes sortes de laboratoires. Et aujourd'hui encore, les femmes forment le contingent principal des activistes de la cause animale alors que la mise à mort de l'animal est une activité très majoritairement masculine. Parisienne patentée, Ovidie, bossant comme un « clebs » pour un salaire de misère, décide de quitter la capitale pour la Charente et une maison isolée. Très vite la nouvelle d'une « femme seule » se répand, et il faut de nouveau un chien, pour ne pas devenir une cible facile. « Canicides, féminicides, même combat », Ovidie a même lancé un colloque « chien » (université de Limoges et Pôle Image Magelis/Charente) pour documenter ces destins communs. ■



Sur le tournage de ce dessin animé, « ce sont 10-15 personnes qui travaillent ensemble au même moment », explique Benjamin Nuel, le réalisateur. DARJEELING-ARTE

Voyage au pays des ordures

TÉLÉVISION En partenariat avec Arte, Darjeeling produit *Ordures !*, une série d'animation qui mêle prises de vues réelles et stop motion. C'est dans les locaux de Foliascope, à Valence, qu'est conçue cette fable existentielle sur les déchets.

Valence (Drôme), envoyée spéciale.

Gobi, la « poupée » a des yeux en glycéline. Gobi, c'est un gobelet en carton, jeté sans ménagement, et le héros de la nouvelle série d'animation *Ordures !*, coproduite par Darjeeling et Arte, actuellement en tournage. « C'est une fable existentielle sur des déchets. Gobi rencontre plein d'autres ordures lorsqu'il part à la recherche de celle qui l'a jeté, Marie. Le spectateur ne connaît rien d'autre que ce que le gobelet connaît d'elle. Considérer les déchets comme des orphelins, c'est inverser le rapport de force », explique Maxime Donzel, coauteur de la série.

Initialement, *Ordures !* devait être un mockumentary (documentaire parodique) dans une déchetterie, « avec une voix off un peu surplombante qui raconte la vie des déchets à la manière des animaux dans la savane. Mais, chemin faisant, on est arrivé à

la conclusion qu'il fallait faire une fiction », précise le producteur Marc Lustigman. Initié en 2020, le projet a eu du mal à se lancer. « Les objets ne bougent pas et sont dans le même monde que nous, humains. C'est très contraignant dans l'écriture et on ne s'en est aperçus que lors de la mise en scène », ajoute le réalisateur Benjamin Nuel. Maxime Donzel parle, lui, de « règle de l'univers » ou de « règles philosophiques » : « Comment ces personnages savent-ils qu'ils sont ? Est-ce qu'ils parlent ? Qui les entend ? Comment bougent-ils ? Ce sont des questions qui influent beaucoup le récit. »

Gobi « n'a que des yeux, un nez et une bouche. Même pas de sourcils », s'amuse Kim Keukeleire, directrice d'animation de ce projet. Seuls la dilatation des pupilles et le mouvement des paupières peuvent animer son regard, ce qu'elle qualifie de « challenge ». Comme pour les bouches,

différentes pièces ont été réalisées par une imprimante 3D. Toutes viennent s'assembler à la poupée grâce à une fine couche de métal disposée dans le gobelet en carton. « C'est de l'expérimentation, on bricole beaucoup », avoue la directrice d'animation au palmarès remarquable (*Chicken Run*, *Fantastic Mr. Fox*, *Frankenweenie*, *Ma vie de courgette*...).

Dans l'atelier, la plupart des objets ne dépassent pas la taille d'un dé. Près de 4 000 pièces – bouches, nez, yeux – sont triées dans des boîtes aux allures de piluliers. Des systèmes mécaniques ont été pensés pour faciliter la manipulation des différents personnages – des déchets – en taille réelle. Derrière l'atelier, dans les locaux du studio Foliascope à Valence, les onze plateaux permettent de fluidifier le tournage : « En général, ce sont 10-15 personnes qui travaillent ensemble au même

moment : sur place, il y a 5 animateurs et 5 assistants, 2 personnes en charge du décor, 2 autres de la lumière et 1 assistante réalisatrice », détaille Benjamin Nuel. Certains font de l'animation pure, d'autres ont des tâches plus spécifiques comme l'ajustement de la lumière entre les prises de vues réelles et celles du stop motion (technique d'animation qui permet de créer un mouvement à partir d'objets immobiles, image par image). Tout ce petit monde réalise en moyenne 8 secondes de film par jour. Mais, « c'est rapide ! » se réjouit le réalisateur.

FAÇON « OLD SCHOOL », AVEC UN MARIONNETTISTE

Les plans ont été tournés dans la « vie réelle » façon « old-school » se remémore Benjamin Nuel. « On a utilisé un marionnettiste pour faire bouger les objets dans la rue. Des caméras en miniature ont été utilisées pour filmer du point de vue des personnages. » Dans l'animation, la prise d'images vient en dernier : « La qualité des voix et des dialogues importe beaucoup pour l'animateur, ce serait insensé d'inverser les étapes », développe Kim Keukeleire, qui n'a de son ressort que les yeux et les bouches pour donner de la personnalité aux personnages.

Heureusement, Gobi a hérité de la voix de Sébastien Chassagne, qui se dit « très content d'avoir joué un petit gobelet en carton ». Sensible aux questions environnementales, il raconte que ça lui « a toujours paru absurde de pourrir l'espace commun. Puis, (il) s'est rempli de microplastiques, donc ce serait un sacré déni de dire que la question des déchets ne (l) touche pas ». « On avait envie de parler de tous ces objets à usage unique. C'est un sujet pas traité, ou de manière culpabilisante », poursuit Marc Lustigman. « Très peu de comédies s'emparent de ce sujet, alors que nous sommes convaincus que le rire déverrouille des choses et véhicule de grands messages. »

HONORINE LETARD

REPORTAGE

« Considérer les déchets comme des orphelins, c'est inverser le rapport de force. »

MAXIME DONZEL,
COAUTEUR D'ORDURES !



La production culturelle est-elle menacée?

Pour ces législatives, la culture est trop souvent absente des programmes des candidats macronistes, quand elle apparaît en ennemie chez ceux d'extrême droite.

La toute-puissance du marché et le recul du service public laissent en friche des pans entiers de la vie musicale, faute de moyens et d'ambition.

Cette année encore, ce 21 juin, la Fête de la musique connaîtra un vif succès populaire et nous laissera cette question : et demain, où passe la musique ? Simples d'accès, du bout du doigt sur le smartphone, ou rapidement mises en boîte sur un ordinateur, les pratiques musicales ont connu des bouleversements colossaux en à peine vingt ans. En tête des pratiques culturelles, écouter et/ou jouer de la musique est aujourd'hui un phénomène intergénérationnel, nous le voyons dans les salles de concert ou à la Fête de l'Humanité : on se mêle, on s'emmêle et on s'enlace, on se repasse des histoires musicales. On fait société, les plus jeunes s'emparant de leur musique comme d'un marqueur singulier pour se différencier et être ensemble. Félicitons-nous de ce rayonnement, mais soyons aussi inquiets de la toute-puissance du marché et du recul du service public de la culture laissant en friche des pans entiers de la vie musicale faute de moyens et d'ambition, qu'il s'agisse des collectivités territoriales ou de l'État. Avons-nous des politiques publiques à la mesure de la place qu'occupe la musique dans la société ? Assurément pas. Quid de la diversité des pratiques comme des répertoires diffusés quand l'IA rode ? Les écoles de musique, dont les listes d'attente ne cessent de s'allonger, deviennent un fardeau pour les collectivités, alors qu'elles sont de plus en plus des outils d'une démocratie cultivée. Le tissu associatif est essoufflé, soumis aux incessants sacs et ressacs du financement des projets où s'épuisent équipes et créativité. L'éducation artistique et culturelle, notamment son volet « musiques



EDGAR GARCIA
Responsable
associatif culturel,
directeur de Zebroch

populaires et chanson », est peu outillée. La part collective du pass Culture ouvre certes des voies de financement. Mais le dispositif fait débat : une entreprise de droit privé conçue sur le mode d'une start-up, chère au président, assure une mission normalement dévolue au service public de la culture et les industries culturelles sont sur les rangs. Fournir des contenus, c'est leur job, Bolloré compris. Comment sont garanties la diversité des esthétiques, la qualité des contenus, leur inscription dans des valeurs démocratiques et les exigences pédagogiques d'un sens critique émancipateur ? Une demande d'enquête parlementaire est en cours.

Le tissu associatif est essoufflé, soumis aux incessants sacs et ressacs du financement.

Comme d'autres, les équipes de Zebroch ont validé l'intérêt pédagogique de stratégies éducatives prenant appui sur les objets du quotidien que sont les musiques populaires, sans aucunement les opposer à d'autres expressions artistiques. Par leur simplicité d'emploi, ne sont-elles pas une formidable entrée en culture ? Encore faut-il prendre au sérieux l'appétit musical de nos jeunes et en finir avec l'idée que la musique est l'idiote utile des politiques en direction de la jeunesse ou le support idéal d'un marketing territorial où se dissout la politique. La période qui s'ouvre avec la possible relance des politiques publiques doit conduire à s'emparer avec détermination et esprit de concertation de ces enjeux : mettre la musique à la hauteur des espérances collectives. ■

Soutenue par des politiques publiques communistes et progressistes, la culture assure un rôle dans la construction et l'émancipation des citoyens.

Le département de la Seine-Saint-Denis est le plus jeune et le plus pauvre de la France métropolitaine, il est aussi le territoire qui a donné le plus de voix à la gauche aux élections européennes et le moins à l'extrême droite. C'est également le département où les politiques publiques des arts et de la culture sont les plus développées, avec trois centres dramatiques nationaux, une scène nationale, trois scènes conventionnées, des théâtres de ville, vingt et un cinémas publics, des festivals de renommée internationale. Tous ces lieux sont des espaces de rencontre, de réflexion et d'intelligence collective. Dès la création du département, en 1969, de nombreuses municipalités communistes ont voulu mettre en action les mots d'Aragon concluant le congrès d'Argenteuil en 1966 : « *Le soutien du Parti aux diverses formes de contribution des créateurs aux progrès humains dans le libre déploiement de leur imagination, leur goût et leur originalité.* » Elles vont donc s'associer à des créateurs pour implanter en banlieue des théâtres. On pense, bien sûr, à Jack Ralite et Gabriel Garran à Aubervilliers, mais il y a Nanterre, Gennevilliers ou encore Villejuif, Sartrouville, Ivry, qui verront des compagnonnages naître avec les plus grands : Antoine Vitez, Pierre Debauche ou Bernard Sobel, ces metteurs en scène qui ont marqué l'histoire du théâtre public. Dans les années 1984-1985, une offensive libérale tente de s'attaquer aux



DENIS VEMCLEFS
Directeur
du développement
culturel de la ville
de Montreuil

fondements des politiques culturelles. C'est le temps de la 5^e chaîne de télévision vendue à Berlusconi, la privatisation de TF1 dont le PDG ira jusqu'à avouer que son objectif est de « *vendre du temps de cerveau disponible à Coca-Cola* » ! Là encore, la Seine-Saint-Denis va se distinguer par l'intervention de Jack Ralite, qui, à la tête des états généraux de la culture, va faire vivre un formidable mouvement liant politiques, artistes et intellectuels. Il affirme haut et fort : « *Un peuple qui abandonne son imaginaire à l'affairisme se condamne à des libertés précaires !* » La bataille est âpre mais gagnée, l'exception culturelle est déclarée afin de sortir la culture des griffes du marché. En 1987, sont déclarés « les droits de la culture », avec 2000 artistes, sous la houlette du maire d'Aubervilliers. Depuis les années 2000, on remarque une certaine illisibilité des politiques publiques de la culture, conjuguée à de fortes baisses de moyens des différentes collectivités dans leurs interventions à destination de la culture. L'entrepreneuriat culturel et le marketing territorial font office de projets. Le mot culture disparaît des projets politiques ; quant à l'art, il devient un impensé des politiques publiques. Le département de la Seine-Saint-Denis poursuit avec les municipalités progressistes un chemin pour ouvrir un avenir émancipateur aux populations avec les artistes de la jeune génération comme Pauline Bayle, Julie Deliquet, et aussi Alice Diop, Rebecca Chaillon, Eva Doumbia... Mettre au centre des politiques publiques l'éducation comme la culture est porteur d'espoir ! Le Front populaire doit relever ce défi. ■

L'entrepreneuriat culturel et le marketing territorial font office de projets, depuis les années 2000.



C'est avec sa compagne, Ophélie, que le trentenaire a développé une conscience féministe et coécrit plusieurs ouvrages destinés à la jeunesse.
PATRICK ALLARD/REA

Allasac (Corrèze), envoyée spéciale.

Il s'est arrêté de pleuvoir mais les nuages couvrent toujours le petit village de Corrèze où le jeune auteur de 32 ans s'est aménagé un cocon. Pourtant, le quotidien de Thomas Piet n'a rien à voir avec ce paysage paisible. Depuis plusieurs années, en plus de son travail d'écriture, il s'attaque aux discours misogynes et masculinistes portés, sur les réseaux sociaux, par de prétendus « coachs en séduction » ou parfois par des personnalités publiques dans les médias. Thomas commente avec humour, informations sourcées et un peu de pédagogie, de courtes vidéos plus ou moins violentes, empreintes d'un sexisme crasse.

Dans l'une d'elles, un youtubeur fixe l'objectif, les yeux écarquillés comme pour hypnotiser son spectateur, et assène : « Elle vous prive de sexe. Vous allez la voir pour le faire et elle vous sort mille excuses. Vous ne devez pas le tolérer. Une femme se doit de vous donner du sexe ! » Thomas apparaît devant le mur rouge de son salon, une plante verte dans le décor. L'air dépit, il réagit : « Peut-être que si elle a besoin de sortir une excuse quand elle n'a pas envie de faire l'amour avec toi, c'est potentiellement que tu la fais culpabiliser ou que tu insistes à chaque fois qu'elle te dit non, et que le mensonge devient pour elle le seul moyen ou la solution la moins coûteuse pour ne pas subir une heure de négociations et de non-respect de ses limites, ou un viol conjugal. » La vidéo insiste, encore, sur la notion de consentement. Thomas adopte un air sérieux, cette fois. Le sujet est particulièrement grave.

Devant des propos si choquants, le jeune homme préfère souvent jouer la carte de l'humour noir, ou lâcher quelques

Thomas Piet, le rire pour déconstruire

Face à la présence grandissante des masculinistes sur les réseaux sociaux, le jeune auteur détourne leurs contenus avec humour et livre des explications pour sensibiliser aux violences sexistes et sexuelles.

punchlines en chanson, pour discréditer les propos incriminés, en souligner l'incohérence. « Pour ma santé mentale, il fallait composer le caca des mascus. Je me le prends dans la face, mais si je le garde en état de bouse verbale, ça peut me mettre en colère, créer de l'anxiété. En le transformant en humour et en ridiculisant leurs propos, ça amoindrit la colère ou la tristesse, ça la fait moins traîner dans le temps. »

RAIDS MISOGYNES DE L'EXTRÊME DROITE

Dans sa cuisine mal éclairée, un peu rustique, Ophélie, sa compagne, nous rejoint. Avec un sourire chaleureux, elle s'empresse de nous proposer une boisson. C'est au gré des discussions à deux que le couple a développé une conscience féministe et engagée. Thomas a grandi dans une famille de restaurateurs et une ambiance plutôt

de droite, mais, adolescent, il se fond dans les milieux de gauche. « Entre les manifs, les concerts, je me sentais dans le camp des opprimés. Le jour où j'ai réalisé qu'à d'autres endroits, j'étais plutôt du côté des oppresseurs, je l'ai d'abord vécu comme une violence, car je ne me considérais pas comme privilégié », confie le jeune homme. Avec Ophélie, ils ont publié plusieurs albums (1) pour sensibiliser les plus jeunes aux inégalités entre hommes et femmes, aux questions de consentement, ou aux différents schémas familiaux, selon eux sous-représentés dans la littérature jeunesse.

Lutter contre les injonctions et les violences sexistes et sexuelles est encore un risque. Thomas est parfois la cible de raids organisés par l'extrême droite sur les réseaux sociaux, quand ce ne sont pas des insultes et des menaces, « d'ailleurs, souvent

extrêmement misogynes », explique-t-il. « Ils insultent les femmes à travers moi, remettent en question ma masculinité et font des suppositions sur mon orientation sexuelle. Mais, du fait de mes privilèges masculins, je reçois moins de haine que beaucoup de copines qui tiennent des comptes Instagram similaires. » Un homme qui défend des valeurs féministes déclenche plutôt « une espèce de dégoût » : « Je ne vais pas avoir cinquante menaces de viol par jour dans mes messages privés, mais pour eux je suis un traître. »

« MA PLACE EST-ELLE LÉGITIME ? »

En plein mouvement #MeToo, le poids des hommes dans les luttes féministes est plus que jamais discuté. « Je me pose souvent la question : "Ma place est-elle légitime ?" Comment maintenir l'équilibre entre faire ma part pour éviter que toute la charge éducative et de lutte ne repose sur les épaules des femmes et, en même temps, ne pas potentiellement prendre la place médiatique de femmes militantes, qui ont infiniment plus de vécu et qui subissent ces violences systémiques ? » Thomas ne s'autoproclame pas féministe. « On s'en fiche de comment je me fais appeler. Des hommes se disent féministes dans les médias sous prétexte qu'ils ont une mère ou une sœur, histoire de se dédouaner, puis ne font rien derrière, dans ce cas ça n'a pas vraiment de valeur. Et ça met encore la lumière sur eux. » Thomas, lui, se veut le messenger de contenus « pensés par des femmes qui font un travail formidable » et refuse d'en tirer crédit. ■

EMMA MEULENYSER

(1) Parmi les ouvrages publiés : *Pourquoi Papi ne fait pas la vaisselle ?* (Petit Leduc, 2024), *J'ai le droit de dire non* (Petit Kiwi, 2021), *Et Dieu créa le sexe* (Kiwi Romans, 2022).